

Environnement et changement climatique

Qu'en pensent les Français ?



7 Français sur **10**
pensent que le
changement climatique
a **déjà des conséquences**
dans leur vie quotidienne
ou en aura d'ici 10 ans.



8 Français sur **10**
pensent que l'**expertise**
scientifique doit guider les
politiques climatiques même
si les mesures proposées sont
impopulaires.



Entre **environnement** et **pouvoir d'achat**,
qu'est-il préférable de défendre ?

plutôt
l'environnement
pour

5 Français sur **10**

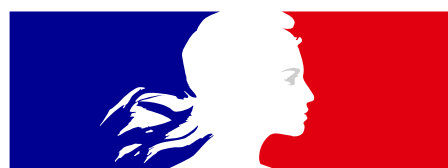
plutôt
le pouvoir d'achat
pour

2 Français sur **10**

ne se prononce pas



1 Français sur **10**
fait état de
« symptômes
éco-anxieux ».



Environnement et climat :

opinions des Français en 2024

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr



DATA LAB

Essentiel



ENVIRONNEMENT

Environnement et climat : opinions des Français en 2024

JUIN 2025

En 2024, face à un changement climatique devenu plus tangible, les Français s'inquiètent de plus en plus des catastrophes naturelles qui pourraient survenir. Les opinions exprimées dans le baromètre Écologie Environnement du panel Elipss sont un peu plus nuancées qu'en 2023, même si certains sujets s'avèrent fortement clivants. Conscients des effets négatifs que certaines politiques environnementales pourraient avoir sur leur pouvoir d'achat, les Français sont toutefois nombreux à juger souhaitables les mesures proposées, à l'exception de celles liées à la mobilité automobile. De plus en plus présentes dans le débat public, les questions d'adaptation et d'éco-anxiété sont également étudiées.

En 2023, le service statistique du ministère chargé de l'Environnement (SDES) s'est associé à Sciences Po pour développer un baromètre consacré aux opinions, attitudes et pratiques des Français en matière environnementale. Prenant appui sur le panel « Elipss », deux éditions du Baromètre Écologie Environnement (BEE) ont été conduites en décembre 2023 puis en octobre 2024 (voir encadré). Les données collectées offrent un aperçu de la relation que les Français entretiennent avec les enjeux environnementaux.

LES CATASTROPHES NATURELLES COMME INCARNATION DE LA MENACE CLIMATIQUE

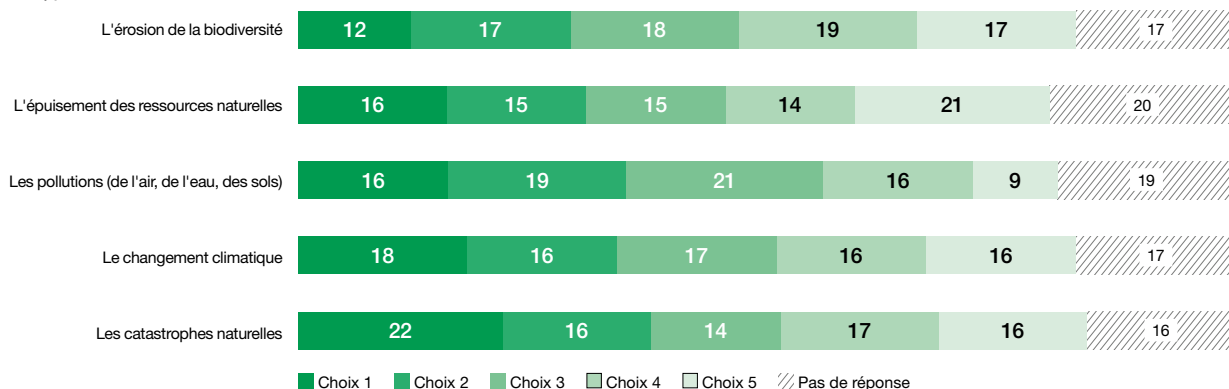
La hiérarchie des sujets d'inquiétude en matière environnementale place, pour la première fois en 2024, les catastrophes naturelles en première position devant le changement climatique, les pollutions, l'épuisement des ressources et l'érosion de la biodiversité (*graphique 1*).

Comme constaté également dans d'autres baromètres (plateforme environnement de l'enquête « Camme », baromètre climat de l'Ademe), depuis deux ans, ce n'est plus seulement le changement climatique en lui-même qui suscite des craintes, mais aussi ses conséquences, dont les catastrophes naturelles sont la traduction concrète : inondations, sécheresse, tempêtes, feux de forêts, etc.

En cumulant les deux premières réponses, la hiérarchie des inquiétudes environnementales est sensiblement la même, à l'exception de la pollution des milieux naturels qui semble susciter un niveau d'inquiétude comparable à celui du changement climatique.

Graphique 1 : classement des sujets d'inquiétude en matière d'environnement

En %



Note : la question posée était : « Veuillez classer les sujets environnementaux suivants de 1 à 5 en fonction de l'inquiétude qu'ils vous inspirent (pour vous-même ou vos proches) ».

Source : Sciences Po - SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2024

DES OPINIONS SUR LE CLIMAT UN PEU PLUS NUANCÉES

En 2024, les avis exprimés semblent un peu plus nuancés que l'année précédente, avec une baisse des positionnements extrêmes (très positifs et très négatifs). La part des Français jugeant qu'il « est toujours temps de lutter de façon efficace contre le changement climatique » a ainsi tendance à baisser (51 %, soit 7 points de moins qu'en 2023). Dans le même temps, la part des personnes les moins convaincues par le caractère inéluctable du changement climatique baisse également (15 %, soit 6 points de moins qu'en 2023).

Autre exemple, 81 % des Français sont (tout à fait ou plutôt) d'accord avec l'idée selon laquelle le Gouvernement doit suivre les recommandations scientifiques en matière de changement climatique, même si la population y est opposée. La part des enquêtés étant « tout à fait d'accord » baisse (21 %, soit 2 points de moins qu'en 2023), mais c'est également le cas des enquêtés qui ne sont pas d'accord avec cette opinion (15 %, soit une baisse de 5 points).

Dernier exemple de recentrage des opinions, la part des enquêtés jugeant que les politiques climatiques ne vont pas assez loin a nettement régressé entre 2023 et 2024 (de 42 % à 29 %). Mais dans le même temps, la proportion de Français estimant que ces politiques vont au contraire trop loin a aussi baissé (de 7 % à 4 %). Sur ce sujet, le niveau d'études des enquêtés influe fortement sur les opinions exprimées : les moins diplômés ont en effet deux fois plus tendance à considérer que les politiques climatiques vont déjà trop loin.

L'ÉMERGENCE D'ATTENTES EN MATIÈRE DE TECHNOLOGIE ET D'ADAPTATION

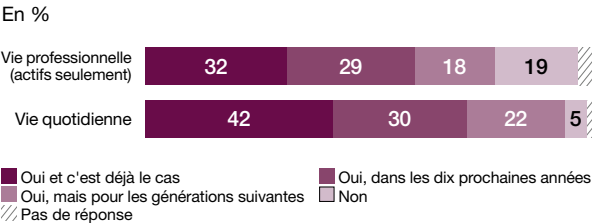
En 2024, la part des enquêtés estimant que le progrès scientifique et technique résoudra les problèmes environnementaux contemporains est de 47 %, soit 9 points de plus que l'année précédente. Cette progression significative tend à laisser penser que les citoyens comptent de plus en plus sur les solutions technologiques pour faire face aux menaces environnementales, et non plus tant au verdissement des pratiques individuelles et collectives. Cette opinion se retrouve plus fréquemment chez les enquêtés dont le niveau de vie est le plus élevé (54 %, soit 16 points de plus que chez ceux ayant un faible niveau de vie), chez les 56-65 ans (54 %, contre 42 % des 36-45 ans) et chez les hommes (52 %, contre 44 % des femmes).

Face à des changements climatiques souvent perçus comme inéluctables, 28 % des Français jugent que l'heure n'est plus aux politiques d'atténuation et qu'il faut désormais prioriser les politiques d'adaptation. C'est particulièrement le cas chez les moins diplômés (36 %, soit 20 points de plus que chez les enquêtés diplômés du supérieur), les ouvriers (34 %, contre 18 % des cadres et professions intellectuelles supérieures) et les 65 ans et plus (32 %, contre 17 % des 35 ans et moins).

EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE : UNE PERCEPTION DIFFÉRENCIÉE

Une large part des Français estime que le changement a d'ores et déjà des effets dans leur vie quotidienne. Une part

Graphique 2 : perception des effets du changement climatique par les Français



Notes : les questions posées étaient « Pensez-vous que le changement climatique peut avoir des conséquences pour vous personnellement, dans votre vie quotidienne ? dans votre vie professionnelle ? ». Les personnes sans activité professionnelle ne sont pas prises en compte dans la partie « Vie professionnelle » du graphique.
Source : Sciences Po - SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2024

toutefois moins importante des actifs estime également que les conséquences du changement climatique se font déjà sentir dans leur vie professionnelle (graphique 2).

Sur ce sujet, la polarisation des opinions renvoie en premier lieu à des considérations idéologiques : les enquêtés se situant le plus à gauche de l'échiquier politique ont nettement plus tendance à déclarer qu'ils ressentent d'ores et déjà les effets du changement climatique dans leur vie quotidienne (59 %) et dans leur vie professionnelle (39 %). En revanche, les enquêtés se situant plus à droite ont plus tendance que les autres à penser que le changement climatique n'aura pas de conséquences pour eux dans leur quotidien (10 %, contre 5 % en moyenne) ou dans leur activité professionnelle (26 %, soit 8 points de plus que la moyenne). De manière générale, les enquêtés ayant un niveau d'études élevé et les moins de 36 ans semblent plus sensibles aux conséquences du changement climatique dans leur vie que les personnes peu ou pas diplômées et les 56-65 ans.

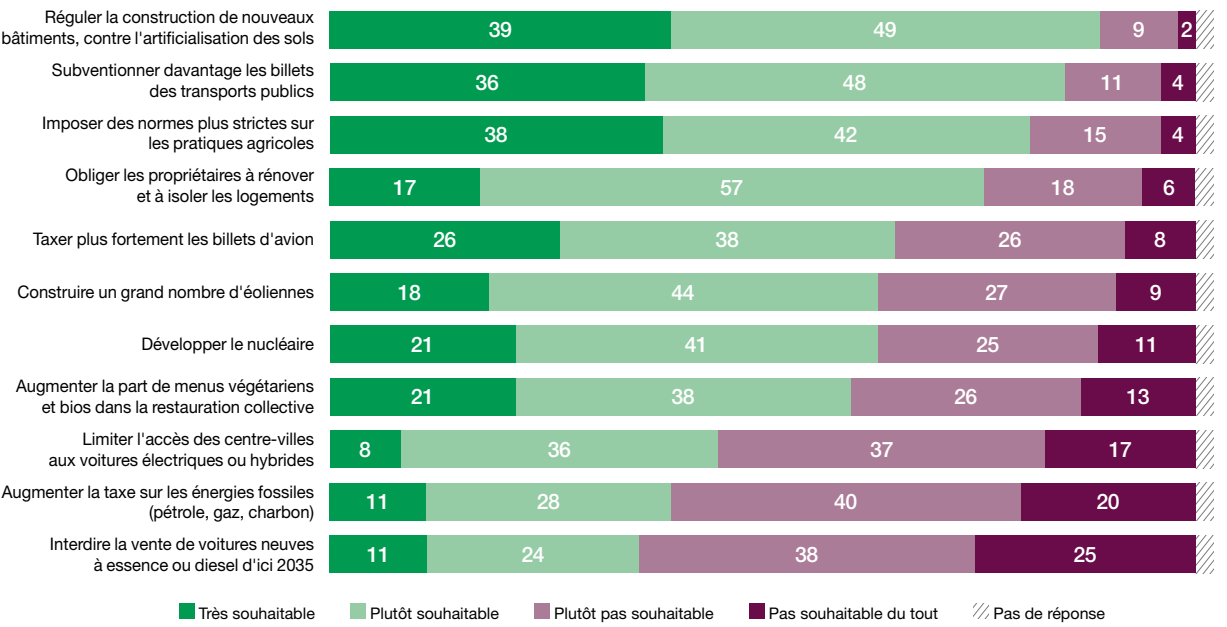
Si une majorité des travailleurs estime que le changement climatique va avoir des effets sur leur vie professionnelle à court ou moyen terme, un actif sur cinq estime toutefois que son activité professionnelle ne contribue pas du tout à l'accroissement de l'effet de serre. Par ailleurs, la part de ceux jugeant que leur activité professionnelle a un impact sur le changement climatique a baissé, passant de 40 % en 2023 à 32 % en 2024.

DES MESURES DIVERSEMENT SOUHAITÉES

Interrogés sur différentes façons d'agir pour protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique, les enquêtés semblent globalement bien disposés vis-à-vis de ces modalités d'action publique, à l'exception de celles touchant à l'automobile (graphique 3).

Alors que ces politiques publiques suscitent un vif débat dans la sphère politique, la lutte contre l'artificialisation des sols et le renforcement des normes agricoles semblent susciter une forte adhésion. Il en va de même concernant le subventionnement accru des billets des transports publics et l'obligation faite aux propriétaires de procéder à la rénovation énergétique des logements qu'ils mettent en location. Dans une moindre mesure, les Français jugent aussi souhaitables une augmentation des taxes sur les billets d'avion, le développement de l'offre d'électricité décarbonée (éolien et nucléaire) et l'accroissement de la part des menus végétariens et bios dans la restauration collective.

Graphique 3 : opinions à l'égard de différentes mesures environnementales
En %



Note : la question posée était : « Voici des mesures que l'on pourrait adopter pour lutter contre le changement climatique et préserver l'environnement. Pour chacune d'entre elles, dites-nous si elle vous paraît souhaitable ou non ».
Source : Sciences Po - SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2024

En revanche, ils se montrent plus réticents à l'égard des mesures qui touchent à la mobilité automobile, ces mesures les concernant souvent très directement (83 % des ménages disposent d'une voiture en 2022, selon le recensement de la population). Ainsi, une majorité des enquêtés ne souhaite pas que la vente de voitures thermiques neuves soit interdite à compter de 2035. De même, la moitié des personnes interrogées ne veut pas que l'accès des centres-villes soit limité aux véhicules électriques ou hybrides.

Pour trois Français sur cinq, il est par ailleurs peu ou pas souhaitable d'augmenter les taxes sur les carburants et autres énergies fossiles.

Entre 2023 et 2024, les niveaux d'adhésion aux différentes mesures ont assez peu évolué. Quelques évolutions ont toutefois été observées. 38 % des Français estiment en 2024 qu'il est « très souhaitable » d'imposer des normes plus strictes sur les pratiques agricoles, soit 3 points de moins qu'en 2023. À l'inverse, la part des enquêtés jugeant désormais acceptable de taxer plus fortement les billets d'avion a progressé de 9 points en un an pour atteindre 64 %. La question de la taxation des énergies fossiles progresse aussi en 2024 mais fait toujours partie des mesures les moins souhaitées.

En moyenne, 10 % des enquêtés se montrent opposés aux mesures évoquées dans le questionnaire, cette proportion variant toutefois entre 2 % et 25 % selon les mesures. Le positionnement politique des enquêtés et leur âge semblent influencer sur la propension à s'opposer aux mesures : 18 % des personnes déclarant se situer très à droite s'opposent à plus de trois des mesures mentionnées (soit trois fois plus que ceux se positionnant très à gauche). Les convictions des enquêtés influent notamment sur leurs opinions en matière énergétique : les enquêtés les plus à gauche sont ainsi deux fois plus nombreux à juger

souhaitable la construction de nombreuses éoliennes, alors que les enquêtés se situant très à droite soutiennent deux fois plus fréquemment le développement du nucléaire.

Cette opposition s'observe dans une moindre mesure entre les 36-45 ans (plus favorables à l'éolien) et les enquêtés les plus âgés (davantage défenseurs du nucléaire). Les plus jeunes et les plus âgés se distinguent par ailleurs à l'égard de la taxation accrue des billets d'avion, les plus de 65 ans jugeant cette mesure plus souhaitable que les enquêtés âgés de 35 ans ou moins. Sur ce sujet, un désaccord apparaît également entre les habitants des petites agglomérations (68 % d'opinions favorables) et ceux de la région parisienne (54 %). Si les mesures de lutte contre l'artificialisation des sols ou de renforcement des normes agricoles ne sont pas significativement moins souhaitées en milieu rural, l'interdiction de la vente de voitures thermiques en 2035 est négativement perçue par 72 % des ruraux (soit 23 points de plus que dans l'agglomération parisienne).

ENVIRONNEMENT ET POUVOIR D'ACHAT

Une part croissante de Français s'inquiète des impacts négatifs que les mesures mises en œuvre pour lutter contre le changement climatique pourraient avoir sur leur pouvoir d'achat (67 % jugent cela probable, soit 4 points de plus qu'en 2023). Environ un tiers d'entre eux estiment que ces mesures pourraient nuire à l'économie française (39 %, + 8 points) ou à leur mode de vie (34 %, + 3 points). Dans une moindre mesure, 16 % des Français craignent que cela mette leur travail en danger.

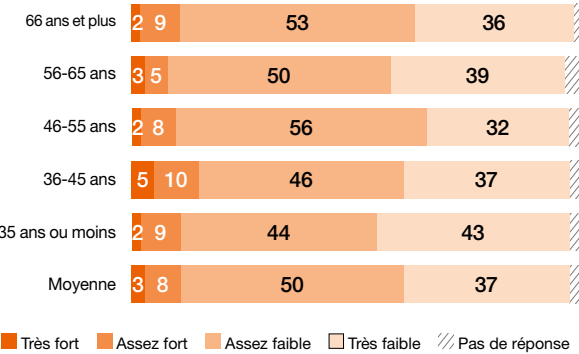
Toutefois, plus de la moitié des enquêtés pensent que la protection de l'environnement doit primer, même si cela peut avoir un impact sur leur pouvoir d'achat. À l'opposé,

un Français sur cinq considère qu'il est préférable de défendre le pouvoir d'achat des Français, même si cela ne protège pas suffisamment l'environnement. Le niveau de vie des enquêtés détermine largement les réponses à cette question : les ménages les plus précaires sont ainsi 31 % à donner la priorité au pouvoir d'achat, contre 12 % des foyers les plus favorisés.

QU'EN EST-IL VRAIMENT DE L'ÉCO-ANXIÉTÉ ?

Environ 11 % des enquêtés font état de « symptômes éco-anxieux » : pour 3 %, le niveau d'éco-anxiété est estimé « très fort » et pour 8 % « assez fort », un résultat proche de celui issu d'une récente étude de l'Ademe sur le sujet. L'éco-anxiété concerne les Français de tous âges même si les 36-45 ans se déclarent un peu plus anxieux que la moyenne (15 %, 5 % ayant un niveau d'anxiété très fort) – (graphique 4). Les dommages subis par l'environnement et l'impact de nos modes de vie sur la planète sont les sujets suscitant le plus d'éco-anxiété : respectivement 17 % et 16 % des enquêtés se déclarent préoccupés « toujours » ou « plus de la moitié du temps » par ces sujets. 13 % s'inquiètent beaucoup de leur responsabilité personnelle dans la résolution des problèmes environnementaux et la même proportion des problèmes environnementaux futurs.

Graphique 4 : niveau d'éco-anxiété déclaré selon l'âge
En %



Note : ce graphique s'appuie sur un indicateur synthétique restituant les réponses données à 13 questions distinctes sur ce sujet.
Source : Sciences Po - SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2024

Les jeunes sont plus fréquemment inquiets de l'impact de leurs comportements et de leurs modes de vie sur l'environnement. Les plus âgés mentionnent davantage comme sources d'anxiété les dommages subis et les catastrophes passées, ainsi que celles qui risquent de survenir.

ENCADRÉ
Le Baromètre Écologie
Environnement (BEE) du panel Elipss

L'étude longitudinale par internet pour les sciences sociales (Elipss) est un panel mis en place en 2012 par le Centre des données socio-politiques (CDSP) de Sciences Po. S'appuyant sur un échantillon représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus, les enquêtes réalisées dans ce cadre permettent d'étudier l'évolution des comportements, des situations et des opinions dans la société française. Depuis 2023, une enquête annuelle s'intéresse plus particulièrement aux attitudes, opinions et pratiques des Français à l'égard des enjeux environnementaux. Collectée sur internet du 3 au 30 octobre 2024, la seconde édition du baromètre a permis d'interroger 1 882 enquêtés, dont 1 740 avaient déjà participé à l'édition précédente en décembre 2023. Les résultats complets de ce baromètre sont présentés dans un document annexe à consulter sur le site du SDES.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Les Français et les risques environnementaux, CGDD, Datalab, décembre 2023, 63 p.
- Préoccupations environnementales des Français (Bilan environnemental de la France - Édition 2024), CGDD, Datalab, mars 2025, pp. 65-67.
- Les représentations sociales du changement climatique, 25^e vague du baromètre, Ademe, Expertises, octobre 2024, 39 p.
- Éco-anxiété en France (étude 2025), Ademe, Expertises, avril 2025, 86 p.

Éric PAUTARD, SDES

Dépôt légal : juin 2025
ISSN : 2557-8510 (en ligne)

Directrice de publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur en chef : François Leray
Coordination éditoriale : Céline Blivet
Maquettage et réalisation : Agence Efil, Tours

Commissariat général au développement durable
Service des données et études statistiques (SDES)
Sous-direction de l'information environnementale
Tour Séquoia - 92055 La Défense cedex
Courriel : diffusion.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr





**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SciencesPo
CENTRE DE DONNÉES SOCIO-POLITIQUES

E  **IPSS**
ÉTUDE LONGITUDINALE
PAR INTERNET
POUR LES SCIENCES SOCIALES

BAROMÈTRE ELIPSS ENVIRONNEMENT

Présentation des résultats 2024

Juin 2025

Éric Pautard
Sociologue au CGDD/SDES

Sommaire

Présentation du dispositif d'enquête.....	3
Présentation des résultats 2024 par thématique.....	5
• Sensibilité environnementale et hiérarchie des inquiétudes.....	6
• Environnement, enjeux et progrès scientifiques.....	13
• Agir à l'échelle individuelle : fréquence, efficacité et difficultés.....	18
• Quelle action publique en faveur de l'environnement ? Des mesures diversement souhaitées.....	23
• Perceptions du changement climatique : vie quotidienne et vie professionnelle.....	26
• Changement climatique : opinions et perspectives d'avenir.....	30
• Les risques naturels : sentiment d'exposition et enjeux assurantiels.....	36
• Interroger et caractériser l'éco-anxiété.....	42
Accès aux données du baromètre.....	48

Présentation du dispositif d'enquête

Présentation du dispositif d'enquête

Partenariat entre le CGDD/SDES et Sciences Po

En 2023, le service statistique du ministère en charge de la Transition écologique (CGDD/SDES) et le Centre des données socio-politiques (CDSP) de Sciences Po ont travaillé conjointement à la conception d'un baromètre consacré aux opinions des Français sur les enjeux environnementaux. Ce baromètre s'appuie sur le panel Elipss, développé au sein du CDSP. Fin 2024, une convention a été signée entre les deux organisations afin de pérenniser ce dispositif pour cinq ans.

Deux éditions du baromètre en décembre 2023 et octobre 2024

L'édition inaugurale de l'enquête (BEE #0) avait été menée du 7 décembre 2023 au 11 janvier 2024 auprès d'un échantillon représentatif de 2 010 personnes (taux de réponse de 84 %).

La seconde édition de l'enquête (BEE #1) a été diffusée sur internet du 3 au 30 octobre 2024. Sur les 2 217 panélistes, 1 882 ont répondu (taux de réponse de 85 %) dont 1 740 avaient répondu à la précédente enquête.

Présentation des résultats 2024 par thématique

Sensibilité environnementale et hiérarchie des inquiétudes

Niveau d'information environnementale

En 2024, plus de deux Français sur trois jugent être bien informés en matière environnementale. Cet indicateur a progressé entre 2023 et 2024, passant de 62 à 68 %.

Inquiétudes, priorités et préoccupations environnementales

En 2024, les catastrophes naturelles sont citées comme le principal sujet d'inquiétude environnementale, suivi de près par le changement climatique et la pollution des milieux naturels.

La lutte contre le réchauffement climatique reste considérée comme l'action que l'État doit mener en priorité.

Les mesures favorables à la protection de la nature sont moins souvent mentionnées, même si 37 % des enquêtés se déclarent fortement préoccupés par l'érosion de la biodiversité.

Sensibilité environnementale

Une large part de la population (85 %) fait état d'un niveau élevé de sensibilité environnementale.

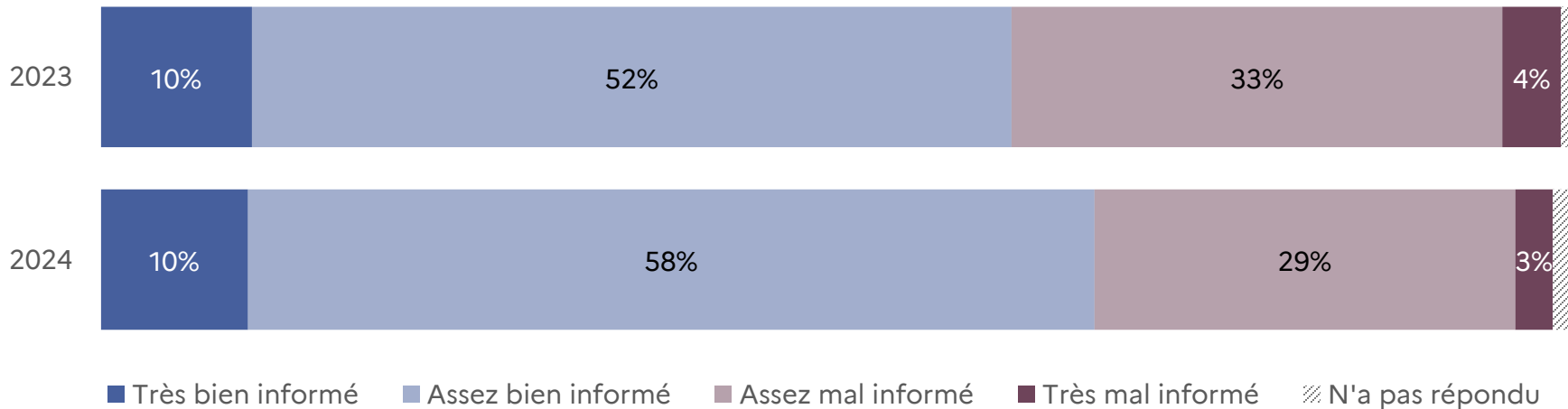
Opinions environnementales

Près de 7 Français sur 10 estiment qu'il faut laisser la Nature se développer, même si cela peut poser problème pour les activités humaines.

32 % des enquêtés estiment en 2024 qu'il est déjà trop tard pour protéger la nature (42 % en 2023).

Niveau d'information environnementale

Personnellement, vous sentez-vous très bien, assez bien, assez mal ou très mal informé(e) sur les problèmes environnementaux et le changement climatique ?

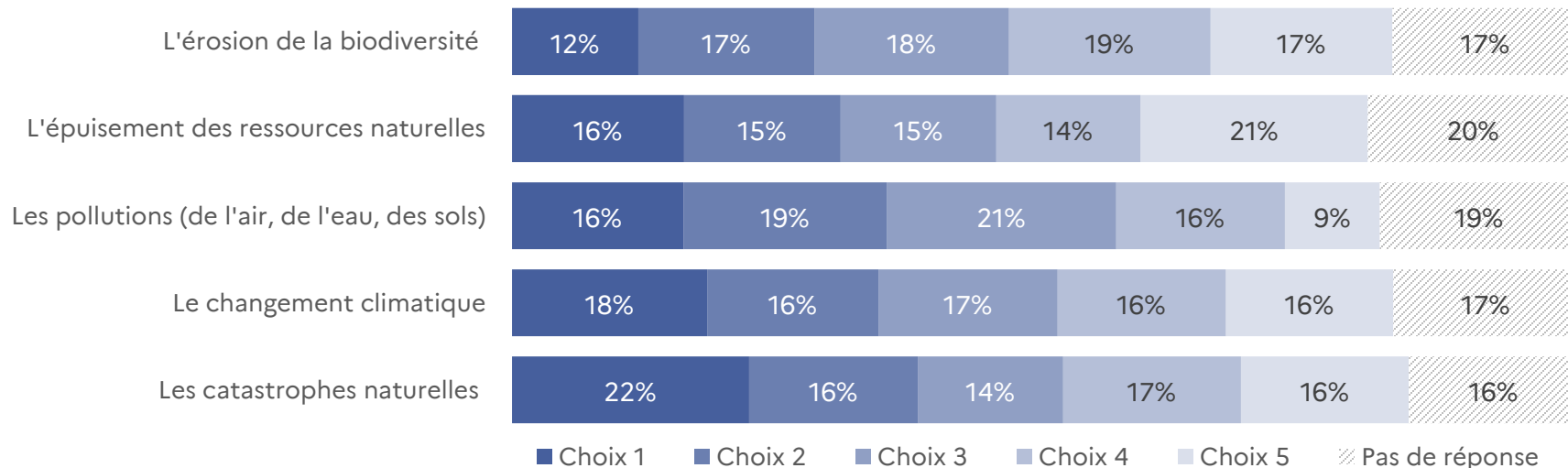


Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Inquiétudes environnementales (octobre 2024)

Chacun peut s'inquiéter plus ou moins face aux différents problèmes environnementaux.

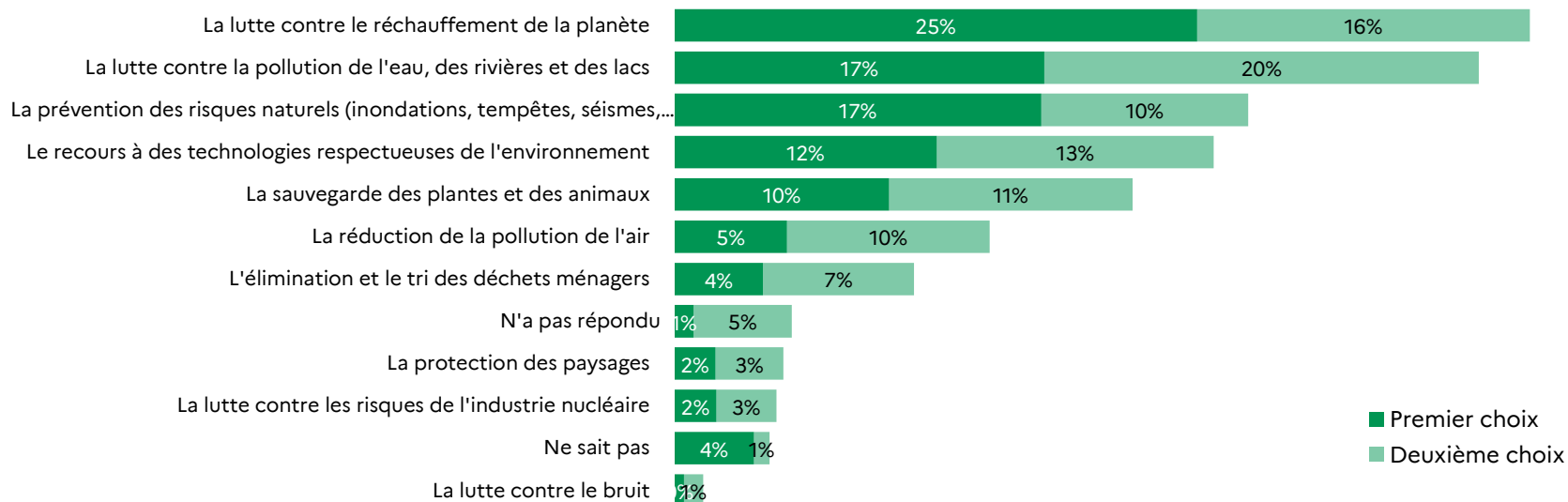
Veuillez classer les sujets environnementaux suivants de 1 à 5 en fonction de l'inquiétude qu'ils vous inspirent (pour vous-même ou vos proches) : 1 est le sujet qui vous inquiète le plus et 5 celui qui vous inquiète le moins.



Source : Sciences Po - CGDD/SDDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Priorités environnementales

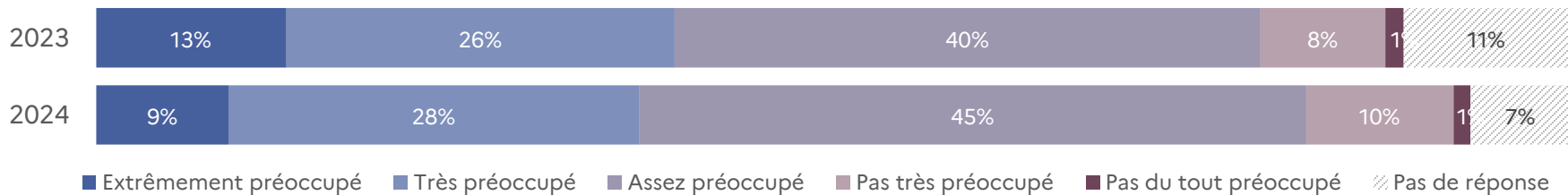
Quelles sont, selon vous, les deux actions que l'État doit mener en priorité dans le domaine de la protection de l'environnement ?



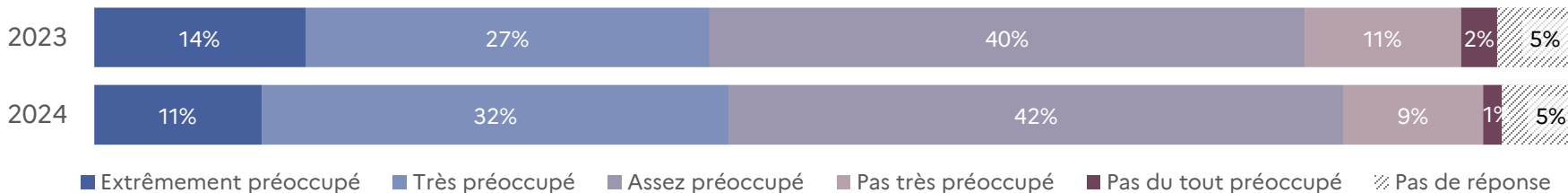
Source : Sciences Po - CGDD/SDS, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Préoccupations environnementales

Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé par la disparition de la biodiversité ?



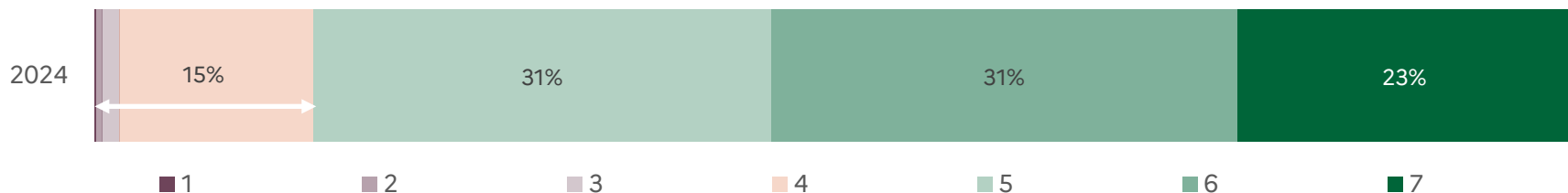
Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé par le changement climatique ?



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Sensibilité environnementale

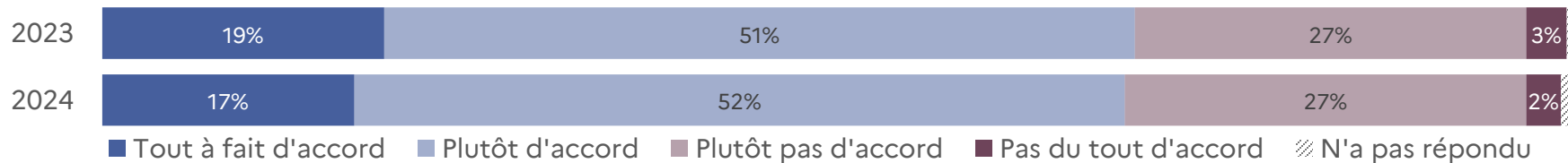
*Chacun peut se sentir plus ou moins concerné par les problèmes d'environnement. Vous-même, pouvez-vous vous classer sur une échelle de sensibilité à l'environnement, de 1 si vous y êtes totalement insensible à 7 si vous y êtes très sensible ?
Comment vous classez-vous ?*



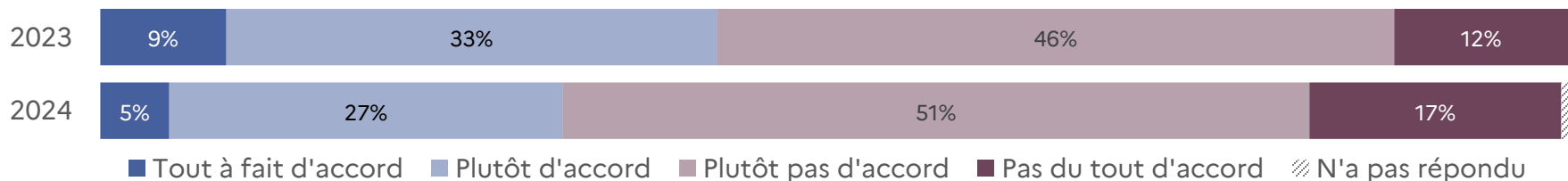
Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Opinions environnementales

Il faut laisser la Nature se développer, même si cela peut poser problème pour les activités humaines (dégâts causés aux plantations ou aux troupeaux par des animaux sauvages, etc.)



Il est déjà trop tard pour espérer préserver la Nature



Source : Sciences Po – CGDD/SDDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Environnement, enjeux économiques et progrès scientifique

L'environnement avant le pouvoir d'achat

La moitié des enquêtés estiment qu'il est préférable de protéger l'environnement même si cela pèse sur leur pouvoir d'achat. Près de 20 % jugent *a contrario* que le pouvoir d'achat doit primer sur la protection de l'environnement, les 30 % restants ne se prononçant pas.

Protection de l'environnement et croissance économique

Trois quarts des personnes interrogées s'accordent à penser que l'on sera certainement obligé de ralentir notre croissance économique si on veut vraiment préserver l'environnement pour les générations futures. Seule une minorité des enquêtés (3 %) exprime un vif désaccord avec l'idée d'un ralentissement très sérieux de la croissance économique.

L'importance d'une expertise climatique pour accompagner l'action publique

21 % des enquêtés estiment que le gouvernement devrait toujours agir à partir de ce que disent les scientifiques (en matière de lutte contre le changement climatique), même si la majorité des gens y sont opposés. 60 % des personnes interrogées sont assez d'accord avec cette opinion, tandis que 16 % y sont opposés.

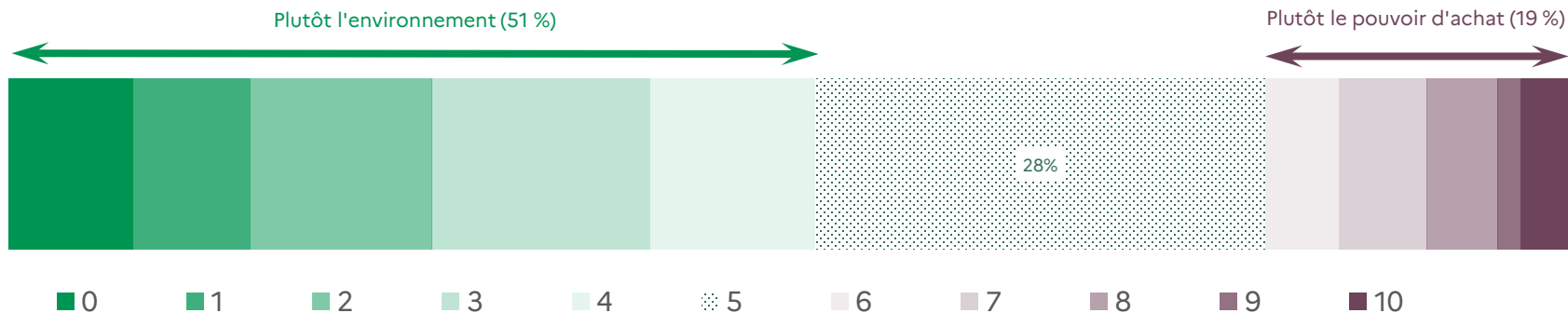
Des attentes croissantes à l'égard des solutions technologiques

En 2024, la population est partagée quant à savoir si le progrès scientifique et technique résoudra les problèmes d'environnement qui se posent : 47 % des enquêtés y croient (*certainement* ou *probablement*), soit une progression de 9 points par rapport à 2023.

Environnement *versus* pouvoir d'achat

Les politiques environnementales créent des contraintes et des coûts économiques afin de lutter contre le réchauffement climatique.

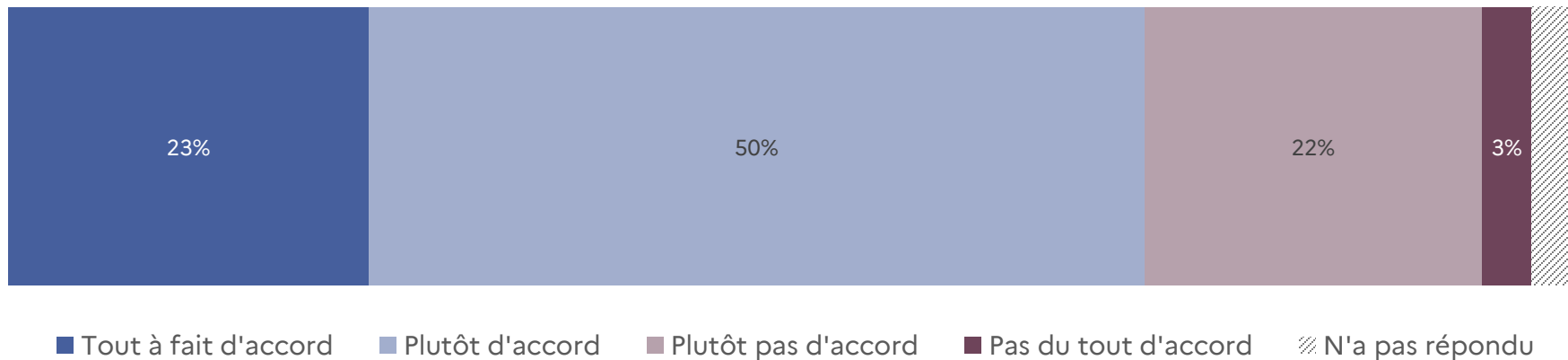
*Pensez-vous qu'il est préférable de protéger l'environnement même si cela pèse sur votre pouvoir d'achat (0)
ou bien qu'il est préférable de défendre votre pouvoir d'achat même si cela ne protège pas suffisamment l'environnement (10) ?*



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Environnement *versus* croissance économique

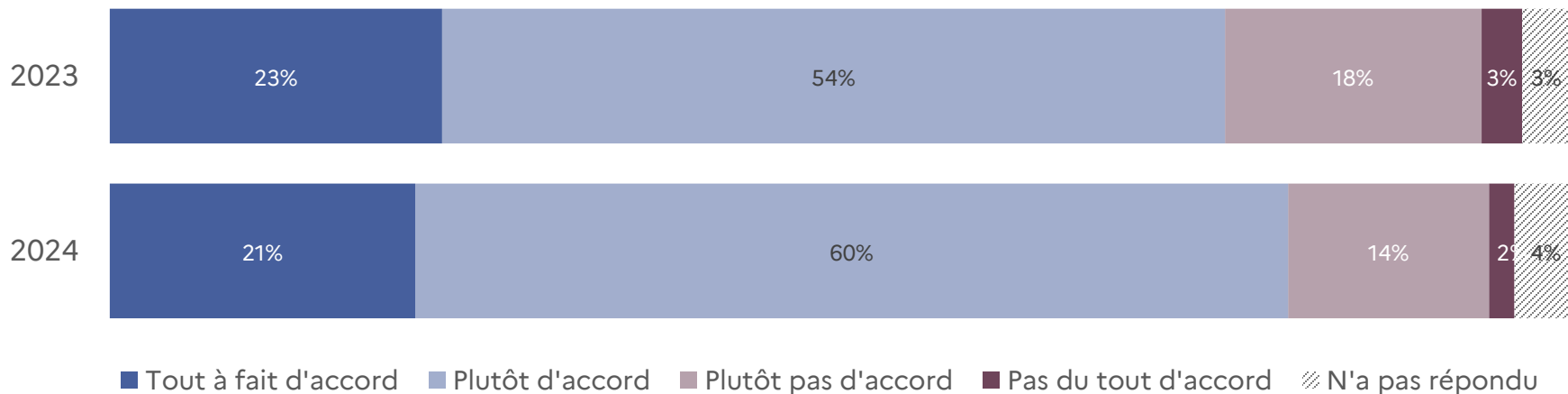
*Si on veut vraiment préserver l'environnement pour les générations futures,
on sera obligé de ralentir très sérieusement notre croissance économique.*



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Changement climatique et expertise scientifique

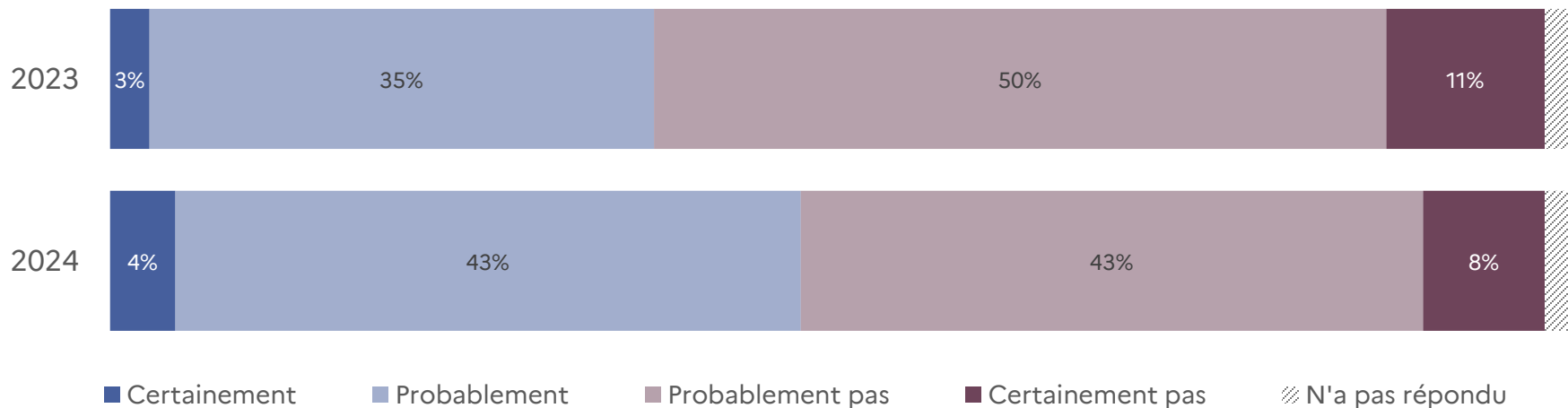
En matière de lutte contre le changement climatique, le gouvernement doit agir à partir de ce que disent les scientifiques même si la majorité des gens y sont opposés.



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2023-2024

Solutions technologiques et environnement

Pensez-vous que le progrès scientifique et technique résoudra les problèmes d'environnement qui se posent aujourd'hui ?



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2023-2024

Agir à l'échelle individuelle : fréquence, efficacité et difficultés

Une forte disposition à agir à l'échelle individuelle

En 2024, une large part de la population estime qu'il est de son devoir personnel d'essayer de lutter contre le changement climatique : 43 % des enquêtés en sont fortement convaincus (cumul des réponses 8, 9 et 10) tandis que seuls 2 % ne sont pas du tout d'accord avec cette opinion (cumul des réponses 0, 1 et 2).

Des difficultés à se passer de la voiture au quotidien

Limiter son utilisation de la voiture s'impose clairement comme l'action que les enquêtés ont le plus de difficultés à mettre en oeuvre au quotidien pour protéger l'environnement. À l'inverse, la gestion des déchets est perçue comme une action facile à accomplir.

La sobriété énergétique est considérée comme l'action individuelle la plus efficace en faveur de l'environnement

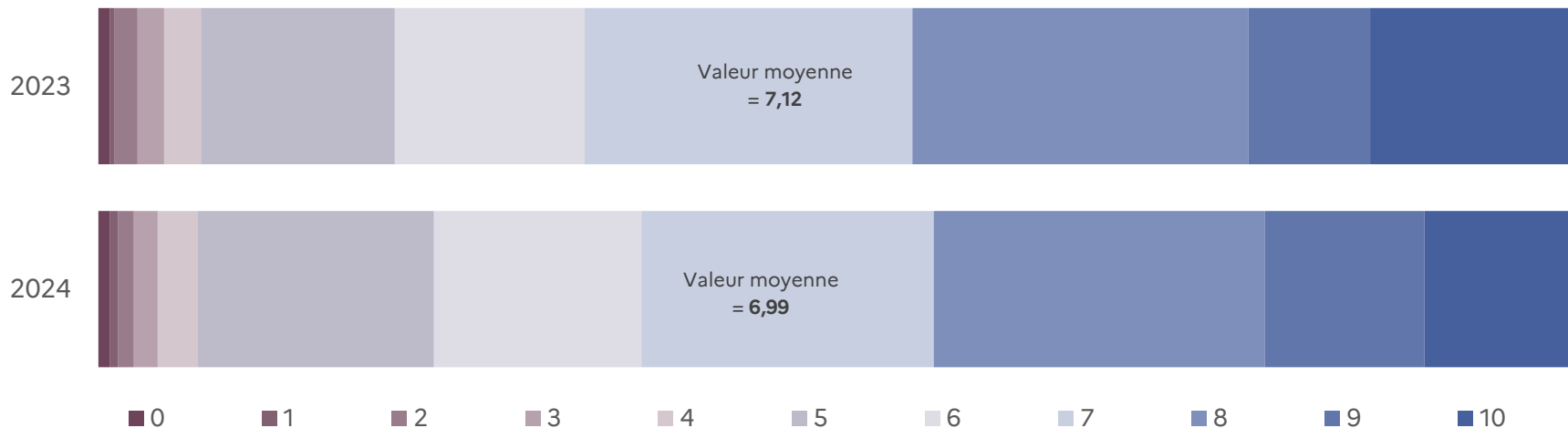
Réduire sa consommation d'énergie, choisir des produits locaux et limiter son utilisation des transports aériens sont considérées comme les trois actions individuelles les plus efficaces pour protéger l'environnement. Les enquêtés semblent moins convaincus par l'utilité d'acheter des produits écolabellisés ou de réduire leur consommation d'eau.

Les actions faciles sont plus fréquemment mises en oeuvre ; celles jugées moins efficaces le sont rarement

Le tri des déchets s'impose largement comme la pratique environnementale la plus fréquemment mise en oeuvre à l'échelle individuelle. Jugés peu efficaces, les produits écolabellisés sont en revanche rarement privilégiés lors des achats.

Action individuelle et changement climatique

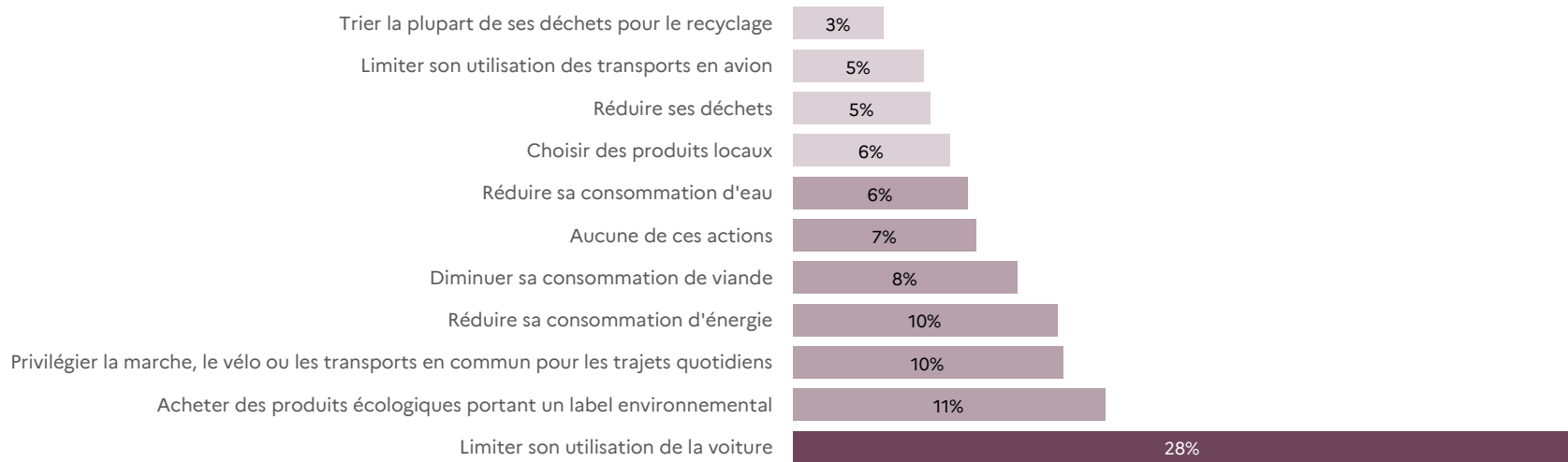
À quel point estimez-vous qu'il est de votre devoir personnel d'essayer de lutter contre le changement climatique ?



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2023-2024

Pratiques environnementales (difficulté supposée)

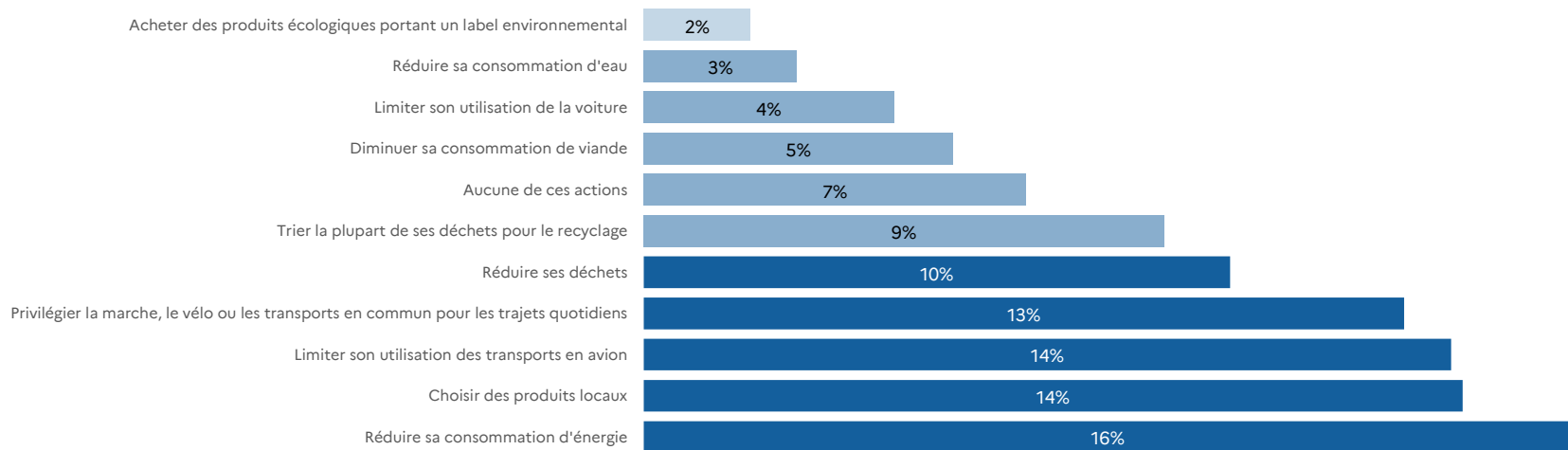
Pour protéger l'environnement, quelle est l'action que vous avez le plus de difficultés à mettre en oeuvre ?



Source : Sciences Po - CGDD/SDS, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Pratiques environnementales (efficacité supposée)

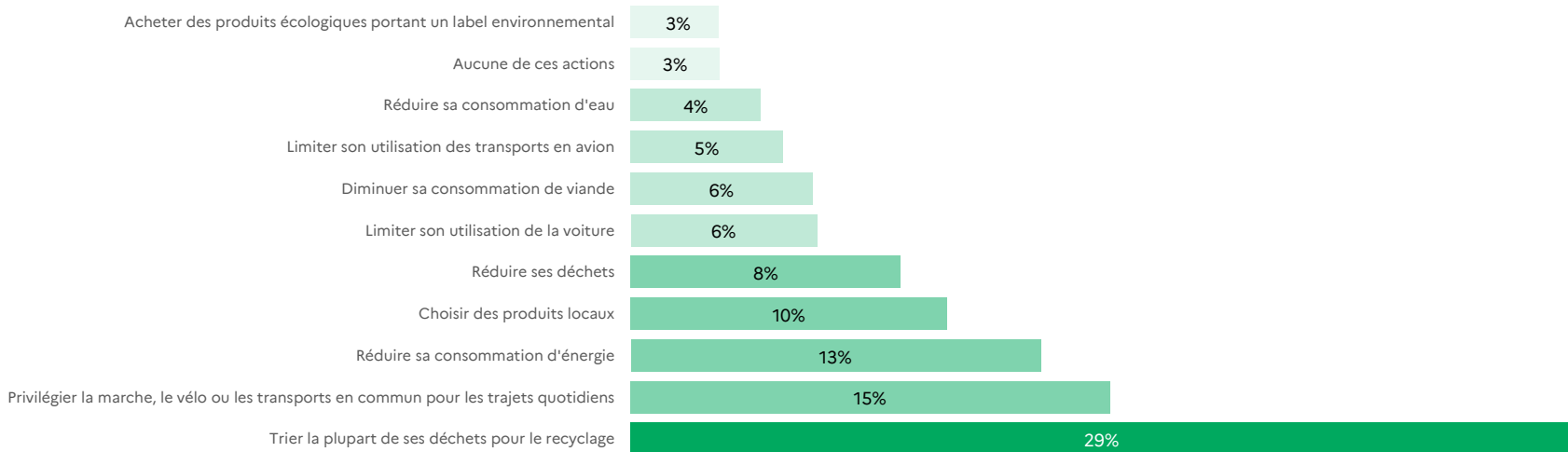
Pour protéger l'environnement, quelle est l'action la plus efficace selon vous ?



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Pratiques environnementales (fréquence déclarée)

Pour protéger l'environnement, quelle est l'action que vous mettez le plus fréquemment en oeuvre ?



Source : Sciences Po - CGDD/SDS, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Quelle action publique en faveur de l'environnement ? Des mesures diversement souhaitées

Des mesures environnementales jugées plutôt favorablement par la population

Interrogés sur 11 mesures que l'on pourrait adopter pour lutter contre le changement climatique et préserver l'environnement, une majorité de Français en jugent 8 comme « très » ou « plutôt » souhaitables et 3 comme « plutôt pas » ou « pas du tout » souhaitables.

Un soutien marqué en faveur de mesures pourtant considérées comme sensibles

Alors que des critiques émanent dans l'espace public au sujet de la politique « Zéro artificialisation nette », une large part de la population considère souhaitable de « *réguler la construction de nouveaux bâtiments pour lutter contre l'artificialisation des sols* ». De même, l'idée d'imposer « *des normes plus strictes sur les pratiques agricoles (interdiction des pesticides, gestion des sols, etc.)* » est favorablement accueillie par la population, 80 % de la population jugeant cette mesure « très » ou « plutôt » souhaitable.

La transition vers des usages énergétiques décarbonés se heurte à des blocages

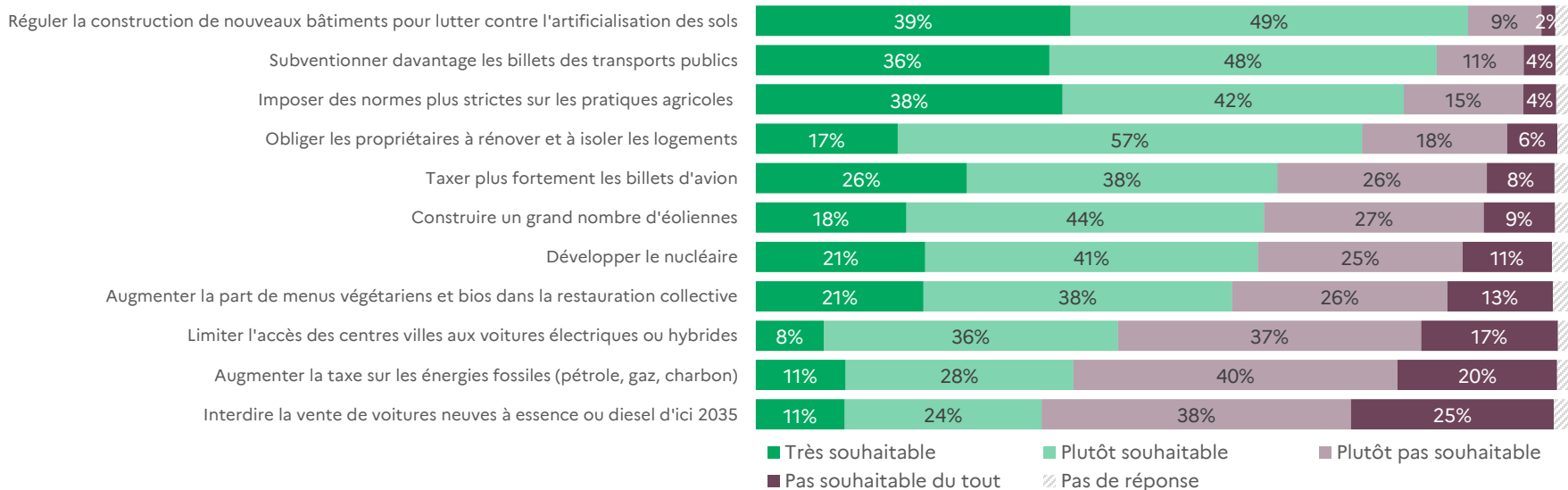
Une majorité des enquêtés ne juge pas souhaitables l'interdiction des ventes de voitures neuves à motorisation thermique, l'augmentation des taxes sur les énergies fossiles et les restrictions de circulation dans les centres urbains.

Quelques évolutions entre 2023 et 2024

En 2024, les Français sont un peu moins favorables qu'en 2023 au subventionnement accru des transports publics, mais ils sont plus disposés à accepter une taxation plus importante des billets d'avion.

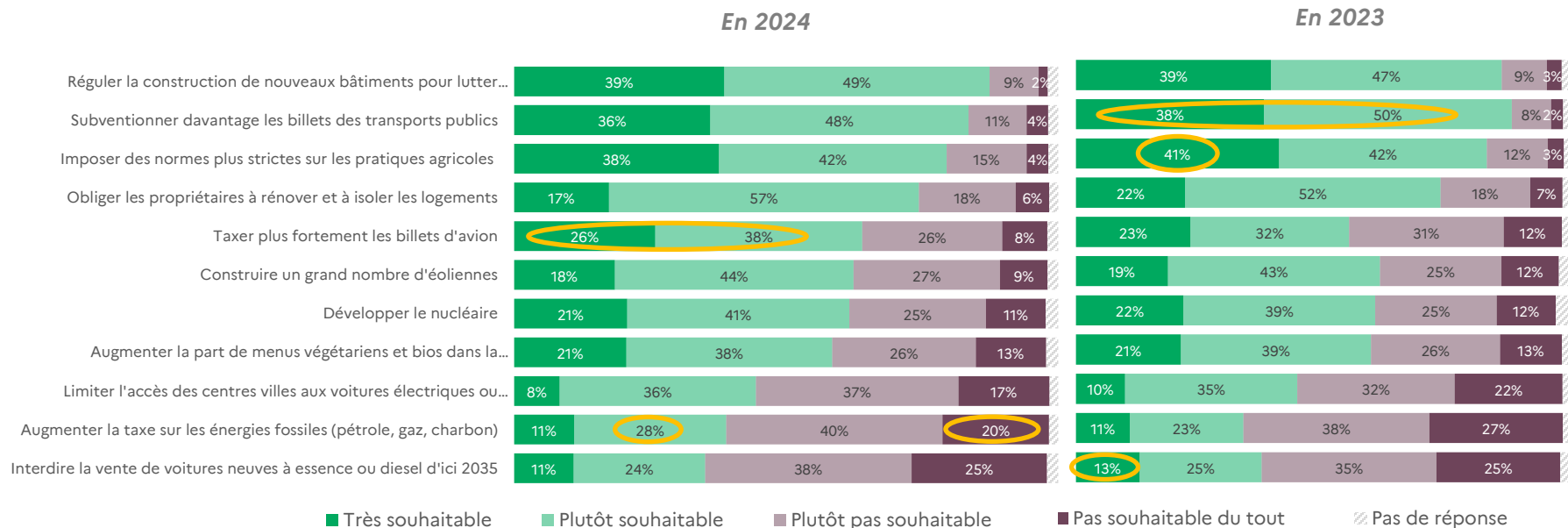
Opinions sur différentes mesures environnementales

*Voici des mesures que l'on pourrait adopter pour lutter contre le changement climatique et préserver l'environnement.
Pour chacune d'entre elles, dites-moi si elle vous paraît :*



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Opinions sur différentes mesures environnementales



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2023-2024

Perceptions du changement climatique : vie quotidienne et vie professionnelle

Des effets du changement climatique déjà tangibles pour plus de deux Français sur cinq

42 % des Français ont d'ores et déjà le sentiment que le changement climatique a des conséquences pour eux personnellement, dans leur vie quotidienne, une proportion identique à celle de 2023.

27 % des enquêtés estiment que le changement climatique n'aura pas d'effet dans leur vie quotidienne ou pas avant longtemps.

Près d'un tiers des actifs ressentent déjà les effets du changement climatique dans leur vie professionnelle

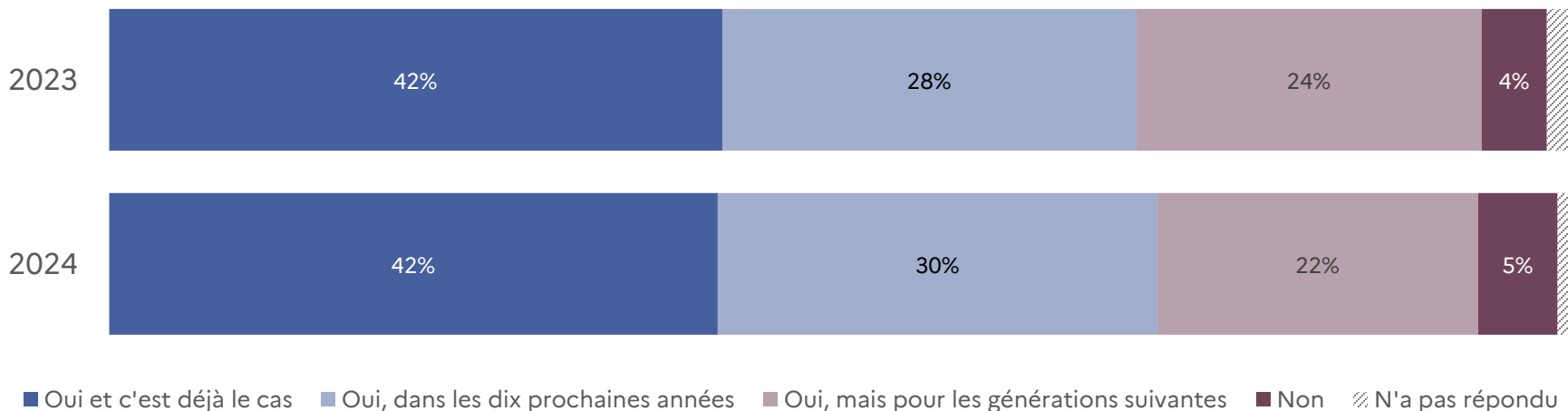
32 % des enquêtés en situation d'activité ressentent déjà les effets du changement climatique dans leur vie professionnelle, soit 3 points de plus qu'en 2023.

Une moindre tendance à considérer que son activité professionnelle a un impact négatif sur le climat

32 % des actifs français jugent que leur activité professionnelle a un impact négatif sur le changement climatique. Cet indicateur est en recul par rapport à 2023 où cette part atteignait 40 %. En particulier, la part des répondants « tout à fait d'accord » avec cette opinion était deux fois supérieure (10 % contre 5 % en 2024).

Changement climatique et vie quotidienne

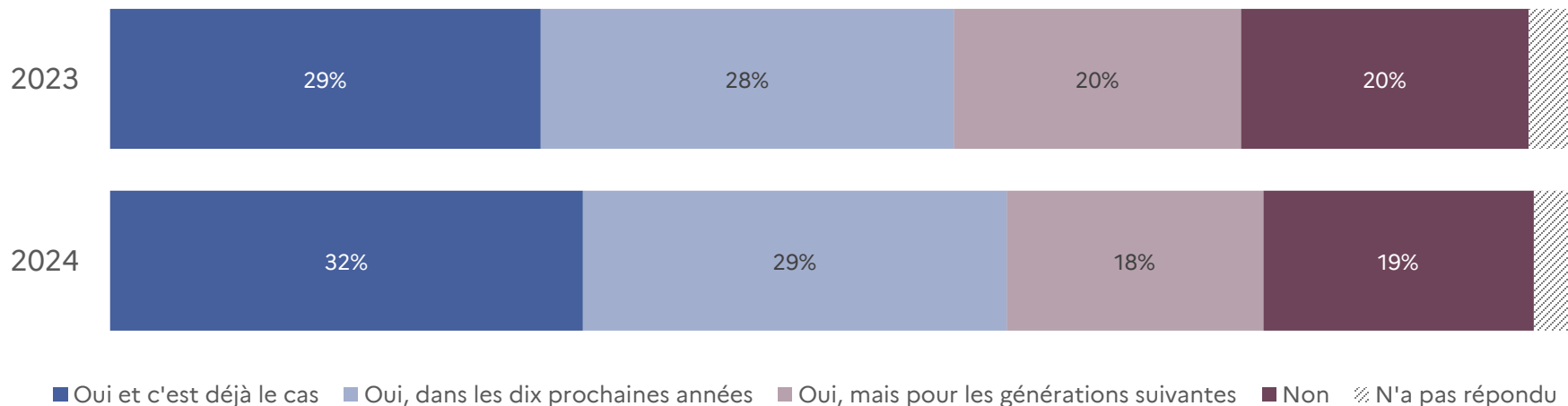
Pensez-vous que le changement climatique peut avoir des conséquences pour vous personnellement, dans votre vie quotidienne ?



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2023-2024

Changement climatique et vie professionnelle

Pensez-vous que le changement climatique peut avoir des conséquences pour vous personnellement, dans votre vie professionnelle ?

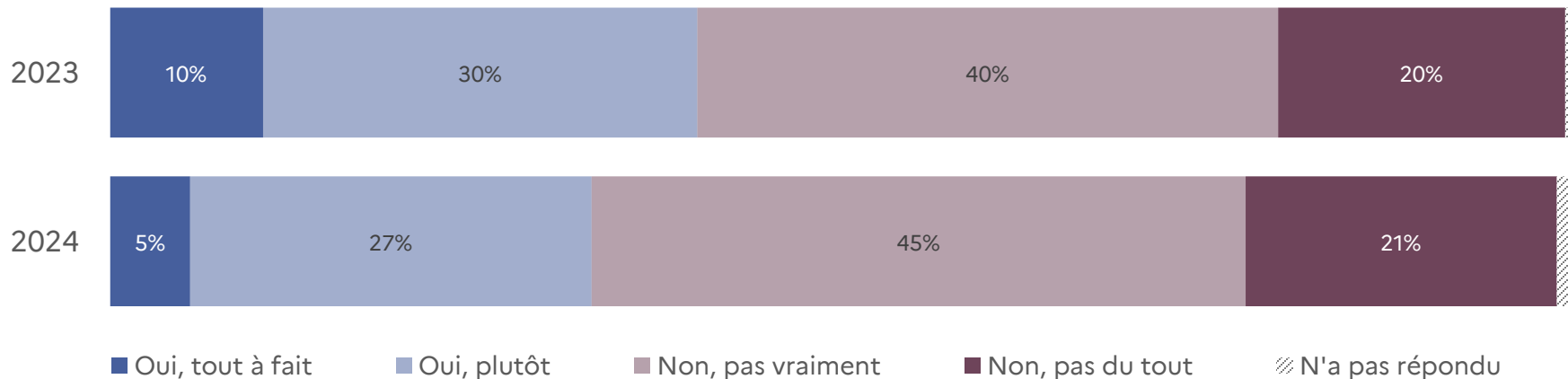


Champ : enquêtés en situation d'activité uniquement.

Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2023-2024

Activité professionnelle et changement climatique

*Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante ?
Mon activité professionnelle a un impact négatif sur le changement climatique*



Champ : enquêtés en situation d'activité uniquement.

Notes : modification de l'intitulé en 2024 : rajout du terme « négatif » ;

Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2023-2024

Changement climatique : opinions et perspectives d'avenir

De fortes attentes en direction des pouvoirs publics

Pour 37 % des Français, c'est au Gouvernement d'agir en priorité pour lutter contre le changement climatique. 33 % des enquêtés citent les entreprises, 23 % les citoyens et 5 % les collectivités locales.

Les politiques d'atténuation restent la priorité face au changement climatique

Pour lutter contre le changement climatique, 38 % des enquêtés estiment que la priorité doit continuer à être donnée aux politiques d'atténuation (réduction des gaz à effet de serre). 26 % jugent au contraire qu'il faudrait désormais donner la priorité aux politiques d'adaptation aux conséquences du changement climatique. Enfin, 36 % semblent hésiter entre ces deux orientations.

Mesures climatiques : des effets plus positifs que négatifs

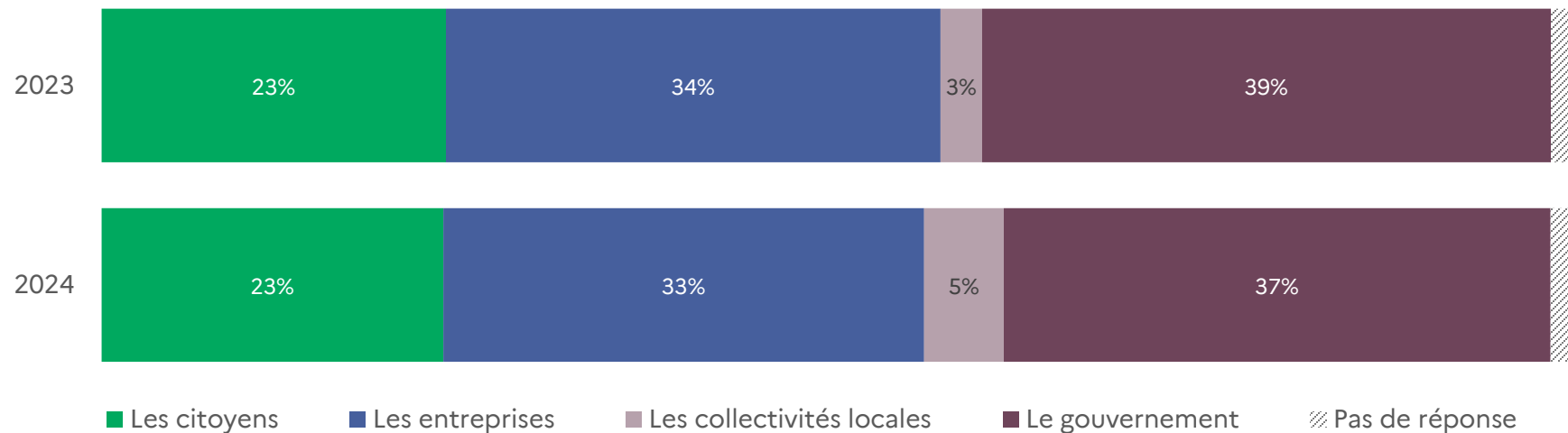
Les Français s'accordent globalement à penser que les mesures prises pour lutter contre le changement climatique auront des effets positifs sur la santé et pour les générations futures. Ils jugent également probable que ces mesures aient des conséquences négatives sur leur pouvoir d'achat, mais plus rarement qu'elles en aient sur l'économie en général ou leur emploi.

Des opinions plus volontaristes que fatalistes

Face au changement climatique, moins de 15 % des enquêtés jugent « qu'il n'y a pas grand-chose à faire face au changement climatique » ou estiment que les politiques climatiques sont déjà allées trop loin. Un tiers de la population est fortement convaincue, au contraire, que les politiques climatiques ne vont pas assez loin (notes de 0 à 2 sur une échelle de 10) et qu'on « peut prendre des mesures efficaces » pour en limiter les effets.

Les acteurs sociaux face au changement climatique

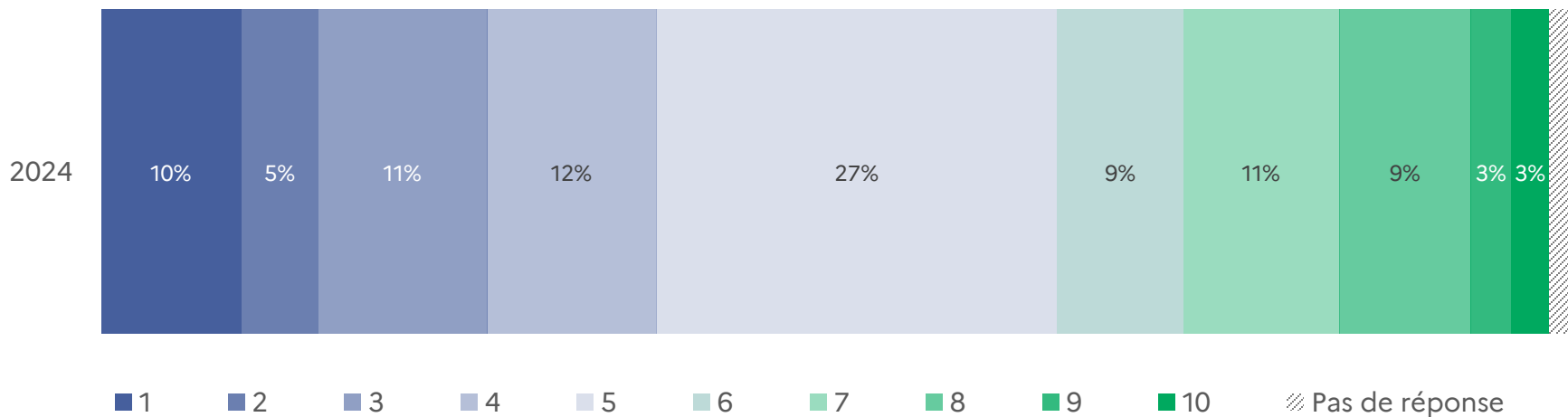
Selon vous, parmi la liste suivante, qui doit agir en priorité pour lutter contre le changement climatique en France ?



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2023-2024

Atténuation vs. Adaptation au changement climatique

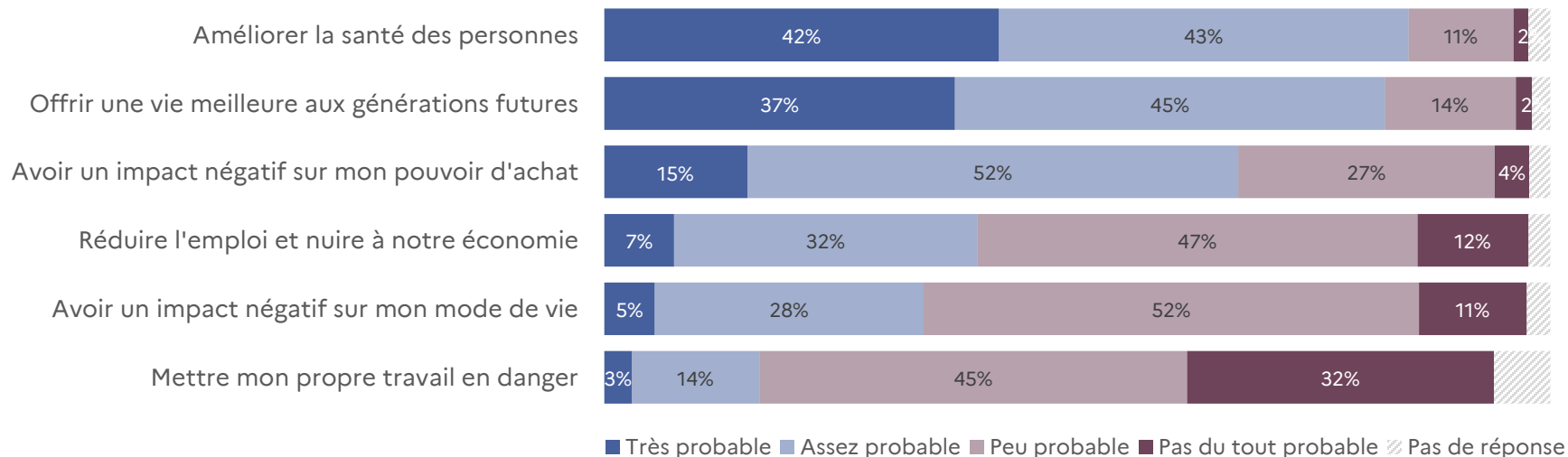
Quelle devrait être la priorité dans la lutte contre le changement climatique ? >>> 1 signifie que la priorité doit être exclusivement la réduction des gaz à effet de serre, 10 que la priorité doit être exclusivement l'adaptation aux conséquences du changement climatique, et les notes intermédiaires permettent de nuancer votre réponse.



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2024

Effets probables des mesures climatiques

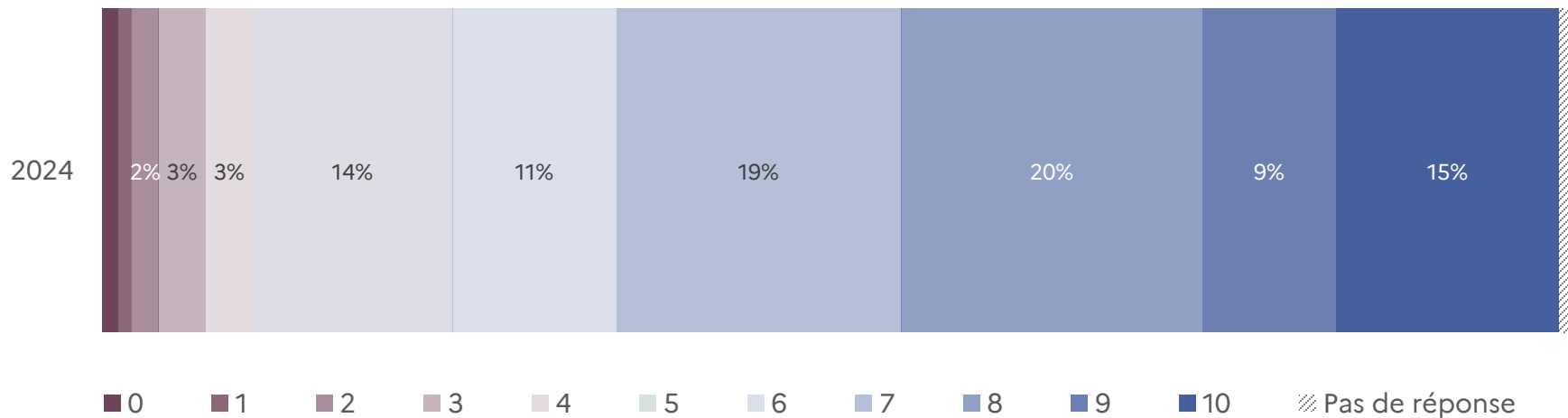
Dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les mesures prises pour lutter contre le changement climatique aient chacune les impacts suivants ?



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Optimisme et fatalisme face au changement climatique

Que faudrait-il faire face au changement climatique ? >>> 0 signifie qu'il n'y a pas grand-chose à faire, il va falloir le subir, 10 qu'on peut prendre des mesures efficaces pour en limiter les effets, et les notes intermédiaires permettent de nuancer votre réponse.

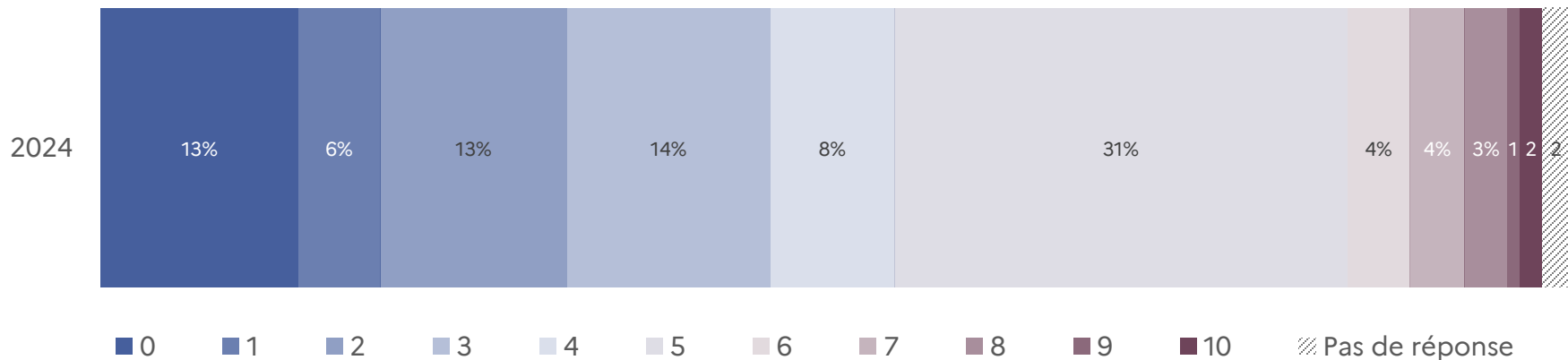


Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2024

Opinions sur les politiques climatiques

Certaines personnes pensent que les différentes politiques menées pour lutter contre le changement climatique sont allées beaucoup trop loin, tandis que d'autres pensent qu'elles ne sont pas allées assez loin. Et vous, où vous positionneriez-vous sur cette échelle ?

0 signifie que les politiques menées contre le changement climatique ne sont pas allées assez loin, 10 que les politiques menées contre le changement climatique sont allées beaucoup trop loin, et les notes intermédiaires permettent de nuancer votre réponse.



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, 2024

Les risques naturels : sentiment d'exposition et enjeux assurantiels

Un sentiment d'exposition aux risques naturels assez modéré

15 % des Français pensent habiter dans une zone exposée aux catastrophes naturelles. Une part équivalente des enquêtés ignore si elle est exposée ou non à de tels risques sur son lieu d'habitation.

Près d'un Français sur cinq pense que sa zone d'habitation sera exposée aux catastrophes naturelles à l'avenir.

Prévention des risques naturels : de fortes attentes en direction de l'État

Pour 7 Français sur 10, c'est d'abord aux pouvoirs publics (et en particulier à l'État) de mettre en place des mesures visant à prévenir les risques de catastrophes naturelles engendrés par le changement climatique. Seuls 11 % des enquêtés estiment que c'est avant tout aux particuliers résidant dans des zones à risque de s'en prémunir.

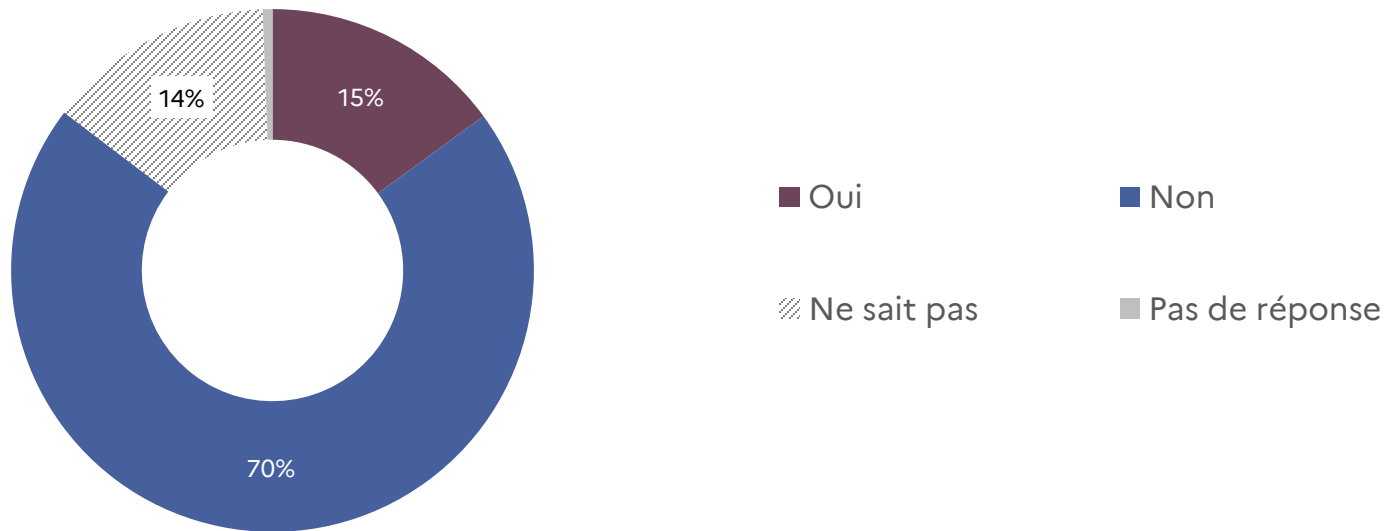
Catastrophes naturelles et enjeux assurantiels

38 % des enquêtés considèrent que les personnes habitant dans les zones où le risque de catastrophe naturelle est le plus élevé devraient payer plus cher leur assurance-habitation.

L'augmentation récente du coût de la couverture contre les catastrophes naturelles dans les contrats d'assurance-habitation suscite des opinions partagées : 49 % des enquêtés jugent ce surcoût raisonnable et 43 % excessif.

Sentiment d'exposition aux risques naturels

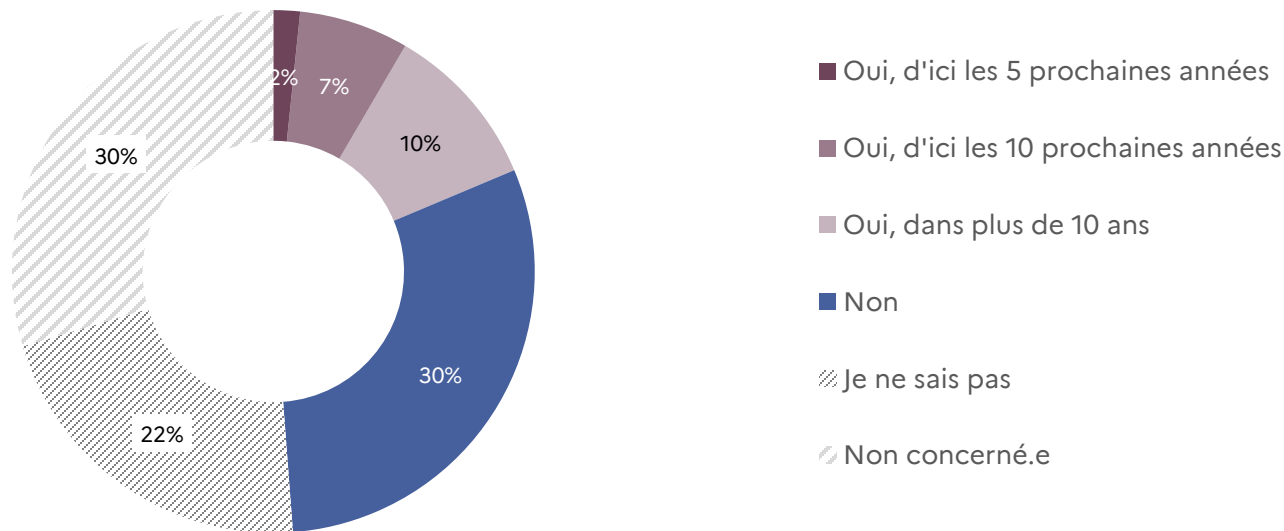
Habitez-vous dans une zone exposée aux catastrophes naturelles ?



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Estimation de l'exposition future aux risques naturels

Pensez-vous que votre zone d'habitation actuelle sera exposée aux catastrophes naturelles à l'avenir ?



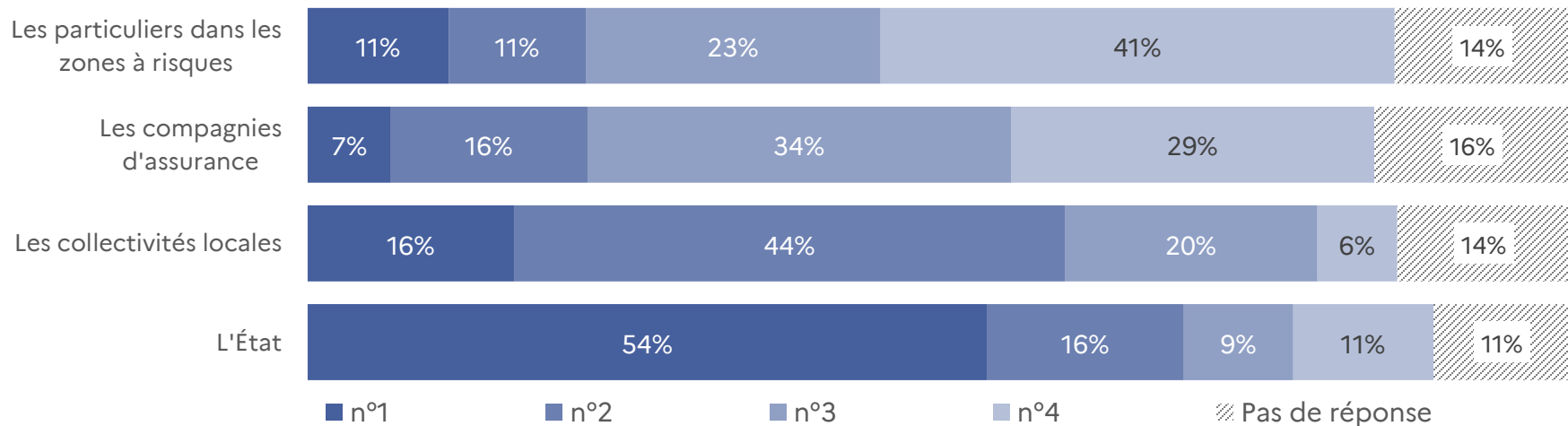
Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Les acteurs sociaux face aux risques naturels

Le changement climatique engendre de nouveaux risques de catastrophes naturelles.

Qui doit mettre en place des mesures pour prévenir ces risques ?

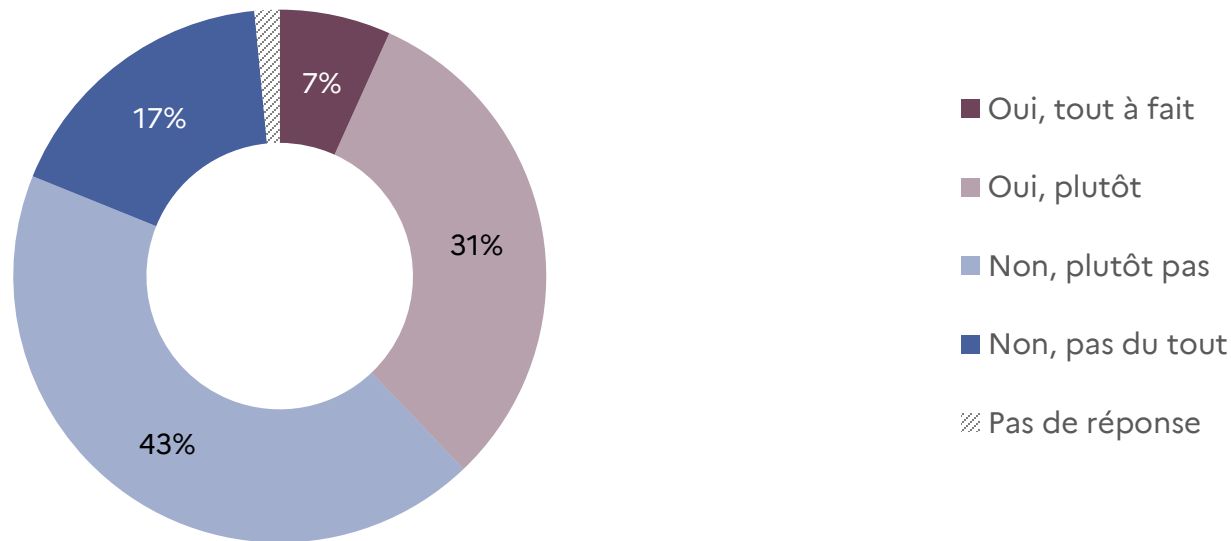
Veuillez classer les acteurs suivants de 1 à 4, où 1 est l'acteur qui devrait agir en priorité.



Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Assurances et catastrophes naturelles

Et selon vous, les particuliers qui habitent dans des zones où le risque de catastrophe naturelle est plus élevé devraient-ils payer plus cher leur assurance habitation ?

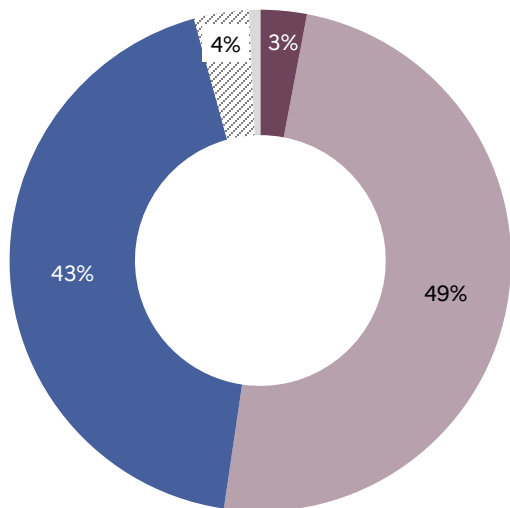


Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Risques naturels et coût des assurances

Aujourd'hui, les contrats d'assurance habitation incluent d'office une couverture contre les risques de catastrophes naturelles, qui permet à tous les assurés d'être couverts.

Le coût de cette couverture par contrat est en moyenne de 25 € par an, et passera en 2025 à 41 € par an en moyenne.



Cette augmentation vous semble-t-elle ?

- Insuffisante
- Raisonnable
- Excessive
- ▨ Non concerné : Pas assuré
- Pas de réponse

Source : Sciences Po - CGDD/SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Interroger et caractériser l'éco-anxiété

Différentes formes d'éco-anxiété

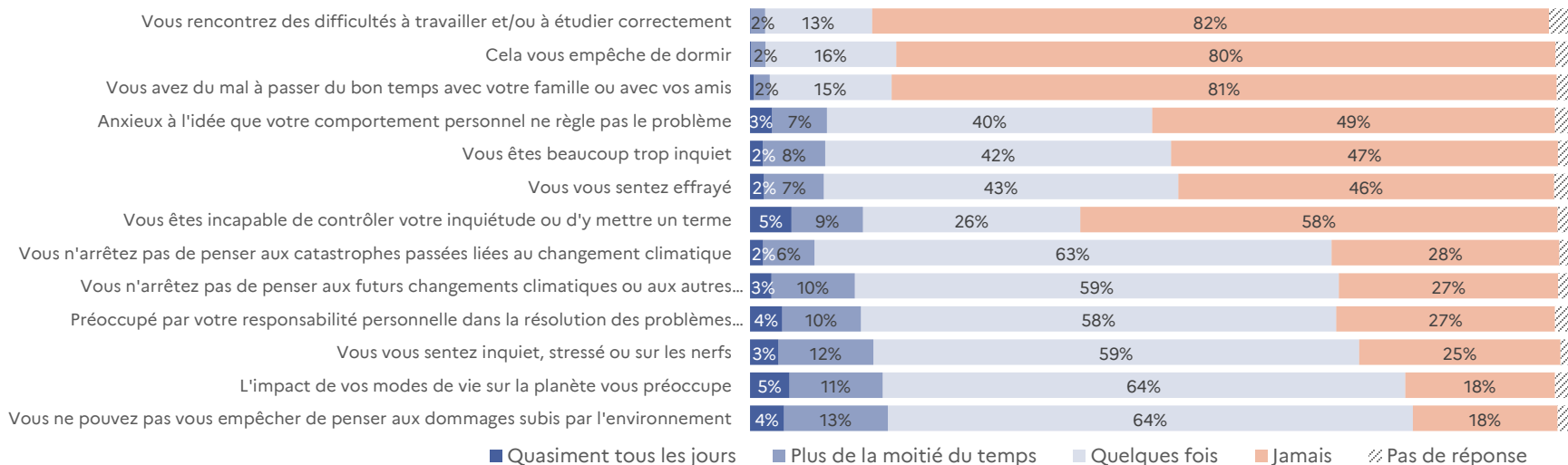
À l'initiative de chercheurs et doctorants associés à ce baromètre, 13 types d'expériences vécues ont été identifiées pour tenter de quantifier les formes d'éco-anxiété que les enquêtés peuvent endurer.

Interrogés sur la fréquence avec laquelle ils en ont déjà fait l'expérience lorsqu'ils pensaient au réchauffement climatique ou à d'autres problèmes environnementaux globaux, 5 problèmes ressortent plus fréquemment que les autres :

- Vous ne pouvez pas vous empêcher de penser aux dommages subis par *l'environnement* (17 % y sont confrontés *plus de la moitié du temps, voire quasiment tous les jours*)
- L'impact de vos modes de vie sur la planète vous préoccupe (16 %)
- Vous vous sentez inquiet(e), stressé(e) ou sur les nerfs (15 %)
- Vous vous sentez préoccupé(e) par votre responsabilité personnelle dans la résolution des problèmes environnementaux (13 %)
- Vous n'arrêtez pas de penser aux futurs changements climatiques et/ou aux autres problèmes environnementaux du monde (13 %)

Différentes formes d'éco-anxiété

Durant ces deux dernières semaines, combien de fois vous êtes-vous senti(e) perturbé(e) par les problèmes suivants, lorsque vous pensiez au réchauffement climatique, ou à d'autres problèmes environnementaux globaux (ex. : réchauffement climatique, dégradation écologique, épuisement des ressources, extinction d'espèces, trou dans la couche d'ozone, pollution des océans, déforestation...) ?



Source : Sciences Po - SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Quelques déterminants individuels de l'éco-anxiété

Âge et éco-anxiété

Les 36-45 ans manifestent un peu plus que les autres des « symptômes » d'éco-anxiété. Ils sont notamment préoccupés par leur responsabilité personnelle dans la résolution des problèmes environnementaux.

L'impact de leurs modes de vie sur la planète préoccupe davantage les enquêtés les plus jeunes, qui s'inquiètent aussi à l'idée que leur comportement personnel ne règle pas le problème. Pour leur part, les plus âgés ne peuvent s'empêcher de penser aux dommages déjà subis par l'environnement et aux futurs problèmes environnementaux auxquels sera confrontée la planète.

L'éco-anxiété : un révélateur des difficultés individuelles

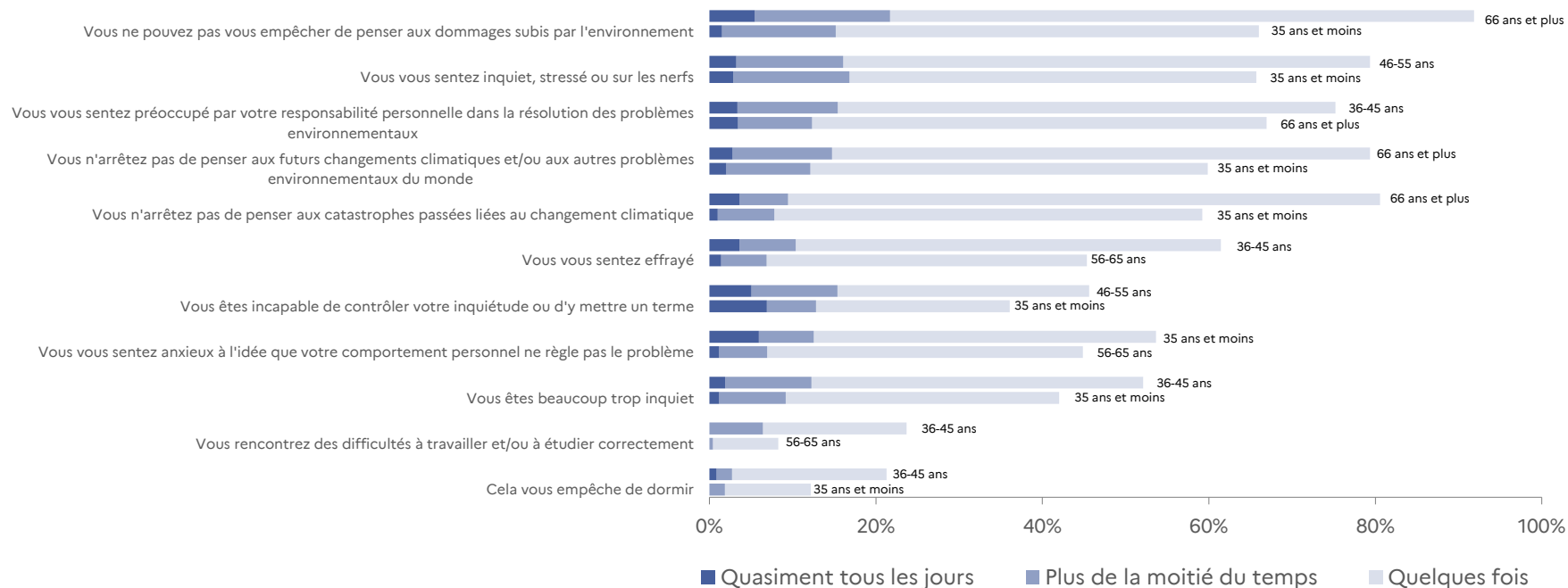
Deux questions du baromètre visent à mesurer le sentiment de solitude (*D'une façon générale, vous diriez que vous vous sentez : Très seul / Plutôt seul / Plutôt entouré / Très entouré*) et le niveau de bonheur (*Tout bien considéré, dans quelle mesure diriez-vous que vous êtes heureux : de 0 = Extrêmement malheureux à 10 = Extrêmement heureux*)

Les Français se déclarant plutôt malheureux sont également ceux qui font état d'un niveau élevé d'éco-anxiété.

De même, les populations les plus précaires expriment un plus fort sentiment d'éco-anxiété.

La présence d'enfants au sein du ménage ne semble pas accroître l'éco-anxiété des parents. De manière générale l'éco-anxiété se surajoute à des difficultés préexistantes et contribue *de facto* à fragiliser davantage des populations déjà vulnérables.

Formes d'éco-anxiété selon l'âge

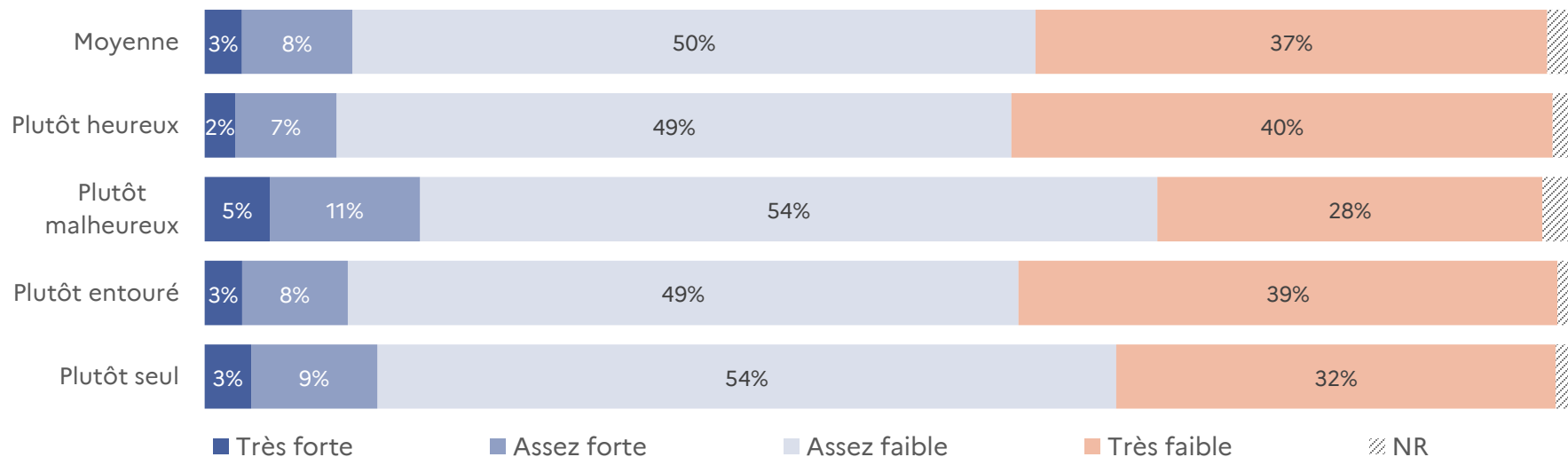


Source : Sciences Po - SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Éco-anxiété et niveaux de solitude et de bonheur

Analyse du niveau d'éco-anxiété selon les niveaux de solitude et de bonheur déclarés

Indicateur synthétique d'éco-anxiété basé sur les réponses données aux 13 modalités

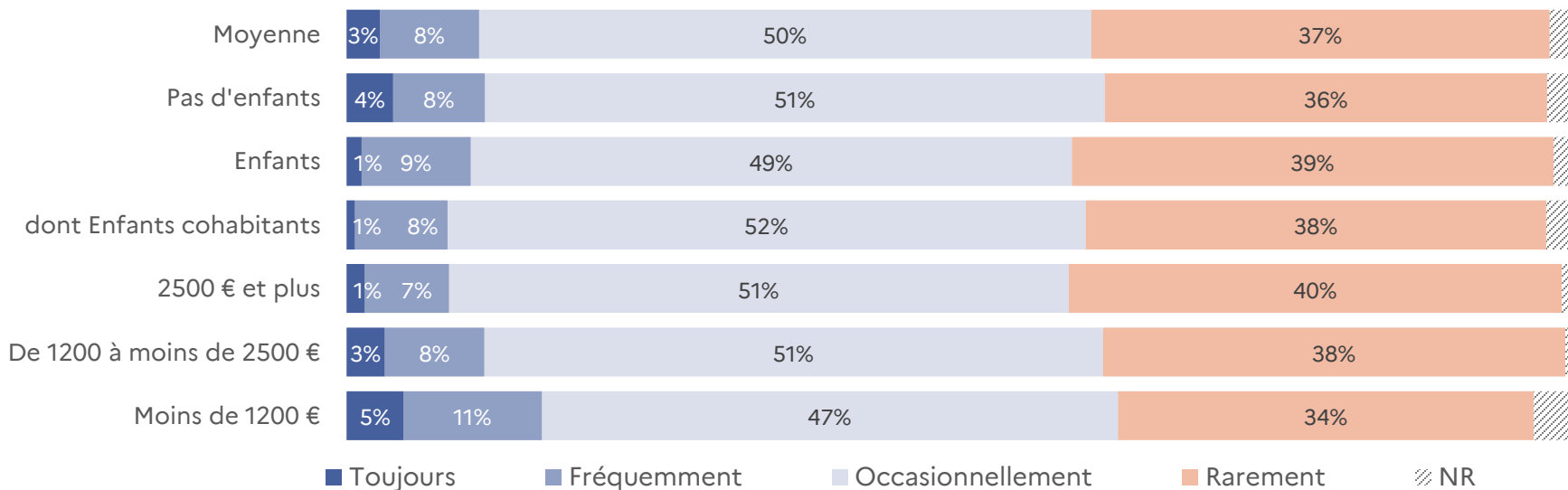


Source : Sciences Po - SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Éco-anxiété, niveau de vie et composition du ménage

Analyse du niveau d'éco-anxiété selon le niveau de vie et la composition du ménage

Indicateur synthétique d'éco-anxiété basé sur les réponses données aux 13 modalités



Source : Sciences Po - SDES, Baromètre Elipss Environnement, octobre 2024

Accès aux données du baromètre

Mise en ligne des données sur le site de Sciences Po

L'ensemble de la documentation de l'enquête BEE_v1 est disponible sur [data.sciencespo](https://data.sciencespo.fr)

Téléchargement possible des jeux de données documentés avec appariements des données de l'enquête annuelle et pondérations aux différents formats (CSV, SAS, SPSS, STATA).

Référence : Éric Pautard ; Nicolas Sauger ; Luc Rouban ; Maël Ginsburger ; Emiliano Grossman ; Malo Jan ; Luis Sattelmayer ; Théodore Tallent ; Lucien Thabourey ; Simon Audebert, 2025, "Baromètre Écologie Environnement - vague 1 (ELIPSS 2024) ». <https://doi.org/10.21410/7E4/2NWBPE>

Les principaux résultats sont analysés dans la publication suivante :

Environnement et climat : opinions des Français en 2024, CGDD, Datalab Essentiel, juin 2025, 4 p.

Service des données et études statistiques (SDES)

Sous-direction de l'information environnementale

Tour Séquoia – 92055 La Défense cedex

Courriel : diffusion.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr
